

CHOMEURS ON VOUS SURVEILLE !

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 25 JANVIER
N° 358 1,50 FBelgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942
* *

USINE D'AMISOL UN DIXIÈME OUVRIER MORT DU CANCER DE L'AMIANTE

L'amiante a encore tué. Un par un les ouvriers qui ont été le plus longtemps en contact avec l'amiante décèdent, victimes du mésothéliome, (cancer de la plèvre), de cancers bronchopulmonaires, maladies provoquées par l'intoxication chronique à l'amiante. A Amisol, le mépris ouvert du patron pour la santé des ouvriers, sa soif du profit à tout prix, assassinent et assassineront encore des ouvriers. Car, malheureusement, les lois biologiques le veulent ainsi, il faut de longues années pour que le cancer se prépare, s'installe et tue. Ce qui veut dire que d'ores et déjà, des dizaines d'autres ouvriers en France mourront demain assassinés par l'usage scandaleux et massif de l'amiante par les patrons.

Voir p. 6

**LA LUTTE CONTRE
L'AMIANTE À L'ÉCOLE
DE LA SAVINE
(MARSEILLE)**

**PREMIÈRE
VICTOIRE
DES PARENTS
D'ÉLÈVES**

BARRE À ORLÉANS

EN TOURNÉE ÉLECTORALE

Une visite à un grand magasin, pour constater que les prix des légumes étaient encore cher, des paroles faussement flatteuses sur la région centre, «ou on aime le labeur et pas l'agitation», un langage «de la vérité» pour dire que le chômage ne disparaîtra pas de si tôt, voilà le bref bilan du premier jour de la visite de Barre à Orléans. En commençant une série de visites en province, Barre entend assumer son rôle de chef de la «majorité». Il fallait en effet à celle-ci une personnalité, capable de serrer des mains, déposer des gerbes, etc...

Bref, Barre se dévoue et essaie de mesurer sa popularité, paraît-il naissante... A en juger par les manifestations d'hier à Orléans, comme celles qui sont prévues aujourd'hui, la position des masses vis-à-vis de Barre reste la même. Et quand Sudreau, président du conseil régional, a évoqué les 42 entreprises menacées, les 6 000 travailleurs qui risquent de rejoindre les rangs déjà nombreux des chômeurs, Barre n'a pu que répondre que dans une économie libérale, il fallait s'adapter....

Voir p. 7

Voir p. 4

VOYAGE EN ARABIE SAOUDITE

L'ESSOUF- FLEMENT DE LA POLI- TIQUE DE GISCARD

Les conversations entreprises à Ryad par Giscard et sa suite de ministres, se sont engagées dans des conditions difficiles, malgré l'accueil particulièrement soigné qui a été réservé à Giscard. Que d'Ornano, ministre de l'Industrie et du Commerce Extérieur, soit absent, signifie seulement que la bataille de la mairie de Paris l'absorbe et que Giscard essaie d'arracher les commandes lui-même.

De toutes façons, les limites ont été nettement marquées par le ministre du Plan : «Vous nous achetez d'énormes quantités de pétrole et nous ne pouvons pas absorber tous les produits que vous avez à nous vendre, donc il est inutile d'espérer équilibrer la balance commerciale», a-t-il annoncé à Giscard. Il paraît possible que des discussions aient été entamées sur un projet nucléaire. Mais d'après le porte-parole de Giscard, les Séoudiens se seraient surtout intéressés au plan Barre.

Des échanges d'idées ont commencé à avoir lieu sur des questions politiques internationales, telles que le dialogue Nord-Sud, la situation au Moyen-Orient qu'elle utilise ses revenus pétroliers pour asseoir son influence dans les différents pays arabes.

Suite p. 7

ESPAGNE

MADRID COMBAT POPULAIRE POUR L'AMNISTIE



Manifestation dimanche à Madrid, drapeau républicain en tête.

Deux nouvelles victimes viennent de s'ajouter à la liste des victimes qui ont manifesté pour l'amnistie dans l'après midi dans Madrid à l'appel des révolutionnaires et du PCE.

Les «grises» attaquaient systématiquement les passants à coups de matraques, suscitant de nombreuses réactions indignées. C'est en fuyant devant une charge que Arturo Ruiz Garcia, étudiant, âgé de 19 ans, membre de la jeunesse du PCE

a été tué par plusieurs individus aux cris de «vive le Christ Roi !» Les liens nombreux que l'extrême droite entretient avec la police espagnole laissent augurer du «succès» des recherches que celle-ci prétend effectuer ! Dès le soir, de nombreuses manifestations de protestation ont eu lieu dans tous les quartiers ouvriers de Madrid.

Lundi des assemblées se sont tenues dans les usines madrilènes et les trois uni-

versités de la capitale ont observé une grève totale.

C'est alors qu'elle manifestait pour protester contre l'assassinat de Arturo qu'une étudiante de 20 ans a été atteinte d'une grenage à gaz en pleine tête, dans la rue «Princesa». Elle est morte à l'hôpital l'après midi à 4 heures. Dimanche soir, la commission négociatrice de l'opposition réunie pour préparer les entretiens qu'elle aurait le lundi soir avec Suarez, n'a soufflé mot de ce nouveau crime.

D'autre part, on a appris l'enlèvement du général Villa Escusa dimanche soir, celui-ci était président des tribunaux militaires et on peut supposer qu'il s'agit là d'une tentative de l'extrême droite pour empêcher toute libération des prisonniers politiques par Juan Carlos.

Dimanche soir, de nombreux madrilènes matraqués par la police fasciste criaient «ce n'est pas pour cette «démocratie que nous avons voté».

Les avions sovié- tiques s'en- traînent

Les fameux Bang entendus à Moscou ont maintenant une explication. Elle n'est pas rassurante : l'armée de l'air effectuait des exercices de nuit au-dessus de la capitale, les aéroports civils avaient été fermés au trafic «pour des raisons techniques». La perspective est-elle selon l'armée soviétique si proche qu'elle effectue ses manœuvres dans les conditions les plus proches des conditions réelles, au point de passer le mur du son de nuit au-dessus

d'une ville et de suspendre l'activité normale ?

Depuis la remise de la décoration de Héros de l'Union Soviétique à la ville d'armements de Toula, Brejnev a clairement marqué ce qu'il appelait la vie pacifique de l'URSS : la production rapide et massive des armements constitue le secteur-clé de l'industrie soviétique. Et leur mise en œuvre efficace, l'objet principal des soucis du maréchal Brejnev pour développer ses visées agressives.

REPORTAGE

TRENTE SIX ENQUÊTEURS A L'AFFÛT DES CHÔMEURS

CHÔMEURS ON VOUS SURVEILLE !

ERIC BREHAT

Une agence locale pour l'emploi de Paris. Il est 9 h. Une jeune femme sort d'un taxi, entre dans l'agence, se dirige droit vers le bureau de pointage. Il y a la queue. Lorsque la jeune femme se fait tamponner sa carte, un homme s'approche d'elle et lui demande de passer dans son bureau. «Comment se fait-il qu'une personne qui recherche un emploi et qui perçoit à ce titre des fonds publics vienne pointer en taxi ?...» La jeune femme est stupéfaite. Elle a eu affaire à un contrôleur de l'ANPE qui ne la laisse partir que sur présentation d'un certificat médical, précisant que son état de santé doit lui éviter les déplacements.

Cette scène se passait il y a un an. A l'époque, il n'y avait pas de contrôle officiel des chômeurs. Or, depuis octobre 76, un corps spécial d'enquêteurs a été recruté pour exercer ce contrôle. Après formation, il n'attend qu'un décret ministériel pour passer à l'action.

Durafour, lorsqu'il était ministre du travail, n'hésitait pas à expliquer que le meilleur moyen de diminuer le nombre de chômeurs, et de résoudre le problème du financement des aides était de radier purement et simplement un certain nombre de chômeurs. Sans que des directives officielles l'aient dit aussi crûment, la direction générale estimait que trop de chômeurs bénéficiaient de l'allocation supplémentaire d'attente (ASA, les «90 %»), et poussait fortement à la radiation. Dès lors, des employés furent choisis par les directions locales pour s'occuper

des Ceyrac contre l'indemnisation à 90 %. C'est pourquoi le ministre du travail jugea nécessaire de donner un cadre «réglementaire» au contrôle, plutôt au flicage des chômeurs.

Un concours interne fut ouvert courant 76, pour recruter un corps spécial d'enquêteurs, dont le contrôle devait être l'unique tâche. Cinquante postes furent mis en concours, prévus pour «couvrir» toute la France. Trente-six seulement furent attribués, du fait principalement du manque de candidats. Pour bon



Du conseil à l'interrogatoire

exclusivement du contrôle des chômeurs. Seulement ces messieurs, choisis par leur goût à ce genre de travail, se plaignaient «d'être mal reçus», à la fois par les chômeurs sur lesquels ils enquêtaient, et par les employés des Agences Locales où ils allaient épier les chômeurs et consulter les fichiers. D'autre part, les patrons eux-mêmes, qui prétendent financer la plus grande part des aides aux chômeurs (alors que les cotisations qu'ils versent ne sont que le produit du travail de leurs ouvriers) n'hésitaient pas à accuser l'Agence Nationale Pour l'Emploi de «taxisme» vis-à-vis des chômeurs indemnisés. On ne compte plus les atta-

ques de Ceyrac contre l'indemnisation à 90 %. C'est pourquoi le ministre du travail jugea nécessaire de donner un cadre «réglementaire» au contrôle, plutôt au flicage des chômeurs.

Un concours interne fut ouvert courant 76, pour recruter un corps spécial d'enquêteurs, dont le contrôle devait être l'unique tâche. Cinquante postes furent mis en concours, prévus pour «couvrir» toute la France. Trente-six seulement furent attribués, du fait principalement du manque de candidats. Pour bon

«Eventuellement l'enquête pourra donner lieu à filature...»

Le document que nous publions émane de la direction des Relations Sociales de l'ANPE. Il indique, dans ses grandes lignes, la fonction des enquêteurs telle qu'elle était conçue au mois de septembre. Au mois de décembre, une nouvelle circulaire, émanant de Métais, directeur de l'ANPE, est venue apporter certaines précisions faisant suite aux protestations de certains syndicats, en particulier.

1 - Description de la fonction

- A - GÉNÉRALITÉS
- 1. Emploi : Enquêteur
- Catégorie : II-3 (c'est une fonction engageant des responsabilités)
- 2. Objectif de la fonction : Contrôler la situation des demandeurs d'emploi, notamment celle des bénéficiaires d'une indemnisation réglementaire ou contractuelle, ou d'une garantie des droits sociaux.
- 3. Affectation : CRA
- Responsable hiérarchique direct : le C/CRA ou par délégation, le chargé de mission opérationnel.
- 4. Détermination des interventions de l'enquêteur. Elle dépend du responsable hiérarchique : l'enquêteur lui-même propose l'organisation de son travail.
- 5. Proposition des interventions
 - le chef d'ALE
 - le DDTMO (en son nom ou en celui des ASSÉDIC)
 - + Peuvent tous deux saisir le C/SDA. C'est l'unique voie de saisine.
 - + Le C/SDA transmet au C/CRA.

Ainsi, les enquêteurs ne peuvent mener d'enquête de leur propre initiative : chefs d'agence locale et directeurs de la main d'œuvre doivent faire une demande d'enquête au responsable départemental. Si «l'initiative» des enquêteurs connaît ainsi certaines limites, le fait de s'en remettre aux responsables d'agence ou de la main d'œuvre n'apporte guère plus de garantie.

B - TÂCHES DE L'ENQUÊTEUR

- 1. La préparation de l'enquête
 - L'enquêteur étudie les dossiers (et autres documents éventuels) puis s'informe auprès des membres de l'ALE. (...)
 - Il ne lui appartient pas d'explorer un fichier systématiquement, que dans le seul but de s'informer de la réalité de la demande d'emploi.
- 2. L'enquête : moyens d'investigation
 - Visites : à chaque visite, l'enquêteur présentera sa carte de service.
 - Visites possibles :
 - auprès de l'intéressé, que sauf impossibilité, l'enquêteur devra entendre à un moment ou un autre de son enquête. L'intéressé sera convoqué par l'ALE dont il relève.
 - auprès de tiers
 - auprès des employeurs :
 - + employeurs précédents avant l'inscription comme DE
 - + employeurs présumés, en cas de travail clandestin.

- auprès de l'intéressé, que sauf impossibilité, l'enquêteur devra entendre à un moment ou un autre de son enquête. L'intéressé sera convoqué par l'ALE dont il relève.

Présentée comme obligatoire, l'entretien avec le chômeur surveillé ne se déroulera pas nécessairement en début d'enquête («à un moment ou à un autre»). Par contre, l'entretien peut très bien prendre une forme d'interrogatoire policier, utilisant les résultats de l'enquête déjà menée et les éventuels recoupements, pour amener le chômeur à se contredire, à se couper...

- auprès de tiers
- auprès des employeurs :
 - + employeurs précédents avant l'inscription comme DE
 - + employeurs présumés, en cas de travail clandestin.

Dans les 2 cas, l'enquêteur sera habilité par le Ministère pour examiner le livre de paye, le registre d'embauche et celui des étrangers.

- Visite de l'entreprise ?
 - auprès de divers organismes : Sécurité Sociale, Chambres des métiers, de Commerce, d'agriculture...
- Autres moyens :
 - Outre la consultation à l'ALE, une vérification au domicile de la personne intéressée reste possible.

Eventuellement, l'enquête peut donner lieu à filature.

Objet de vives réactions de la part des syndicats CFDT et FO, ce point «éventuel» constitue une grave menace pour les chômeurs. Malgré la «déontologie» définie plus bas, le travail d'enquêteur relève nettement du «flicage».

- 3. Les suites de l'enquête
 - Un rapport doit être établi pour toutes les enquêtes, quelles qu'en soient les conclusions. (...)
 - Il signe son rapport, qui l'engage juridiquement dans ces limites : «constatation jusqu'à preuve du contraire».
 - Remise du rapport : L'en-

ANPE - DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES
Direction des Relations Sociales
11, rue de Valenciennes - 75013 Paris
TÉLÉPHONE : 33 20 20 20 20

1 - Description de la fonction

GÉNÉRALITÉS

1. Emploi : Enquêteur
- Catégorie : II-3 (c'est une fonction engageant des responsabilités)
2. Objectif de la fonction : Contrôler la situation des demandeurs d'emploi, notamment celle des bénéficiaires d'une indemnisation réglementaire ou contractuelle, ou d'une garantie des droits sociaux.
3. Affectation : CRA
- Responsable hiérarchique direct : le C/CRA ou par délégation, le chargé de mission opérationnel.
4. Détermination des interventions de l'enquêteur. Elle dépend du responsable hiérarchique : l'enquêteur lui-même propose l'organisation de son travail.
5. Proposition des interventions
 - le chef d'ALE
 - le DDTMO (en son nom ou en celui des ASSÉDIC)
 - + Peuvent tous deux saisir le C/SDA. C'est l'unique voie de saisine.
 - + Le C/SDA transmet au C/CRA.

B - TÂCHES DE L'ENQUÊTEUR

1. La préparation de l'enquête
 - L'enquêteur étudie les dossiers (et autres documents éventuels) puis s'informe auprès des membres de l'ALE. (...)
 - Il ne lui appartient pas d'explorer un fichier systématiquement, que dans le seul but de s'informer de la réalité de la demande d'emploi.
2. L'enquête : moyens d'investigation
 - Visites : à chaque visite, l'enquêteur présentera sa carte de service.
 - Visites possibles :
 - auprès de l'intéressé, que sauf impossibilité, l'enquêteur devra entendre à un moment ou un autre de son enquête. L'intéressé sera convoqué par l'ALE dont il relève.
 - auprès de tiers
 - auprès des employeurs :
 - + employeurs précédents avant l'inscription comme DE
 - + employeurs présumés, en cas de travail clandestin.

quêteur remet son rapport au CRA qui l'adresse au SDA. Le SDA le transmet à son tour à la DDTMO.

• Transmission des décisions prises : le DDTMO informe le SDA qui transmet à l'ALE laquelle informe le CRA ? Le CRA informe l'enquêteur.

4. Autres tâches

- Aucune. En aucun cas, l'enquêteur n'a à servir d'assistant intérimaire ou autre.

2 - Conditions d'exercice de la fonction (...)

B - ORGANISATION

- 1. La répartition des tâches (ordre d'idées) :
 - L'enquêteur passera environ 60 % de son temps hors du CRA (pour enquêtes et visites en ALE), le reste étant consacré à la préparation des enquêtes et à la rédaction des rapports.
 - Dans le compte-rendu mensuel de ses activités, l'enquêteur indiquera l'utilisation de son temps.
 - 2. L'enquêteur disposera d'une autorisation permanente de circulation sur son territoire. Permis de conduire et véhicule seront exigés. Si une enquête «couvre» le territoire de 2 CRA, les CCRA harmoniseront le travail de leurs enquêteurs.
- 3. Horaires spéciaux : très certainement

C - CAPACITÉS ET QUALITÉS REQUISES

- 1. Capacités administratives et rédactionnelles
 - Connaissance indispensable des textes et règlements.
 - Rédaction du rapport : style clair, capacité d'aller à l'essentiel. Emploi de termes précis (spécialement dans le domaine juridique).
- 2. Qualités humaines
 - Sur le plan relationnel, objectivité, prudence, perspicacité (dans la conduite de l'enquête) sont capitales.
 - S'y ajoutent l'honnêteté, la correction... (cf déontologie).
 - La mentalité vis-à-vis des interlocuteurs. Renoncement à toute forme de discrimination. (...)

C - DÉONTOLOGIE : celle de tout agent de l'Etat assermenté

LEXIQUE À L'USAGE DES NON-INITIÉS

A l'agence pour l'emploi, on se garde bien d'appeler des chômeurs par leur nom. On les nome des D.E. I.D.E. pour demandeur d'emploi. De même :

- CRA : Centre Régional de l'agence pour l'emploi
- C/CRA : Chef du centre régional
- ALE : Agence locale pour l'emploi
- C/SDA : Chef de section départementale
- DDTMO : Direction départementale du travail et de la main d'œuvre.

La notion de secret professionnel est ici essentielle ainsi que l'honnêteté, la discrétion, la correction.

L'enquêteur n'a pas à envisager sa fonction en terme de «pouvoirs». (L'autoritarisme n'est pas compatible avec elle).

Quelle garantie cette «déontologie» peut-elle présenter ? Celle qui est en vigueur chez les personnels de police est autrement plus détaillée. Et pourtant !

3 - Conditions générales d'accès à la fonction.

A - AVANT L'ENTRÉE EN FONCTIONS

1. L'enquête administrative : de son résultat dépendra la nomination effective.
2. L'habilitation
3. L'assermentation (par décret début 1977). (...)

0,7% de hausse par mois selon l'INSEE

Quelques jours avant la publication de l'indice des prix de décembre, les estimations publiées par le gouvernement s'établissent aux environs de 0,4%. S'emparant de ce chiffre, les organes d'information pro-gouvernementaux en font un signe de la réussite du plan Barre dans la lutte contre l'inflation. Le pouvoir se contente de peu : 0,4% d'augmentation des prix pour le troisième mois du blocage officiel des prix, c'est maigre. Avant la crise de 1974, un tel résultat en l'absence de blocage des prix passait pour médiocre, aujourd'hui, il passe pour un succès du blocage des prix !

Si l'on établit le bilan d'un trimestre de blocage des prix, on arrive à une progression de l'indice officiel de 2,2%, soit une moyenne mensuelle supérieure à 0,7%. Pour 1976, la hausse de l'indice est très proche de 10%.

En janvier, les prix sont redevenus libres, le blocage qui était censé freiner leur progression est levé, et nombre d'industriels et de commerçants en ont profité pour augmenter leurs prix et récupérer les hausses qu'ils avaient dû différer. Malgré la baisse de 2% de la TVA sur une partie des produits manufacturés, la hausse prévisible se situe autour de 0,5%. Les produits alimentaires qui ne sont pas affectés par la baisse de la TVA pèseront probablement le plus lourd dans la balance. On s'en aperçoit déjà avec les légumes qui ont parfois doublé de prix et le café qui va augmenter de 15%.

Même par rapport à l'objectif qu'il s'est fixé : un taux d'inflation du même ordre que celui de l'Allemagne, le gouvernement est loin du compte : en 76, la hausse des prix en RFA s'est située en-dessous de 4%. L'optimisme affiché actuellement à propos de la lutte contre l'inflation n'a donc qu'une très faible base. Mais le pouvoir a besoin du moindre résultat pour justifier sa politique de blocage des salaires.



MARIE DE PARIS

D'ORNANO : «NI LE MOMENT, NI LE LIEU NE CORRESPONDENT À UN DÉFI DE CE GENRE»

Dans une interview au «Figaro», d'Ornano, le candidat de Giscard conteste comme Poniowski, les déclarations et la candidature de Chirac.

«Il me semble que ni le moment ni le lieu ne correspondent à un défi de ce genre».

«A mon avis, la candidature de M. Chirac, en divisant la majorité, favorise l'opposition plutôt qu'elle ne la dessert».

D'Ornano, pour sa part, se défend de poursuivre des buts politiques en se présentant à Paris, à l'en croire sa candidature est désintéressée, tout juste s'il ne fait pas don de sa personne à Paris.

«Les électrices parisiennes et les électeurs parisiens ne seront pas disposés à voter pour des buts politiques à travers les élections municipales : en ce qui me concerne, si je suis élu, ce ne sera pas pour me servir de

leur voix à des fins politiques».

Contestant que les listes du RPR soient des listes d'union, malgré la présence de R.I., de CDS et de radicaux, d'Ornano annonce que lui seul constituera de telles listes.

«Je vais constituer des listes qui reflètent une très large union de mouvements

politiques de la majorité et même au-delà de la majorité...»

Quiconque a le souci de la démocratie et de la vérité doit en effet s'interdire de prétendre avoir le concours d'une formation en prenant sur ses listes tel ou tel de leurs membres dissident ou solitaire».

● PONIATOWSKI :

«CHIRAC DONNE SA CHANCE À LA GAUCHE : «L'opposition n'avait aucune chance à Paris, M. Chirac la lui donne» a déclaré hier soir Poniowski. Il a ajouté : «S'il veut combattre l'opposition qu'il aille l'affronter à Limoges ou au Havre... Il ne faudrait pas qu'une aventure à Paris devienne une aventure pour la France. L'initiative de M. Chirac met en cause le plan Barre».

● L'OBSTINÉ :

Devant les «clubs Perspectives et Réalités» (giscardiens), Barre est encore venu réaffirmer que le grand problème de l'heure était uniquement la réussite de son plan «anti-inflation». Au lendemain de la candidature Chirac, la bourse a fait connaître son avis sur la question en jouant à la baisse : sans solidité politique, pas de réussite économique possible pour la bourgeoisie.

LE PLAN BARRE ET LA CRISE -10-



Les impasses du plan Barre

Situation économique peu brillante, stratégie d'assainissement et de restructuration de l'économie française ont été analysées dans les précédents numéros. Comment cette stratégie peut-elle être appliquée, compte tenu de la situation économique et politique actuelle ? Sur quoi peut-elle déboucher ? Voilà ce que nous commençons à examiner aujourd'hui.

En examinant la situation économique actuelle nous avons vu qu'en ce début d'année 77, les différents indicateurs traduisaient une grande fragilité de l'impérialisme français. Comment l'équipe au pouvoir va-t-elle tenter de mettre en application sa stratégie d'assainissement-restructuration ?

Si elle ne dispose pas d'atouts économiques importants dans son jeu, elle ne bénéficie pas non plus de cartes maîtresses sur le plan politique. En effet, sa stratégie suscite de profondes réticences dans diverses fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

GROGNE CHEZ LES PATRONS

Au sein même du patronat, règne un «malaise». Du côté des grandes entreprises, celles dont l'avenir est assuré, la grogne consiste à réclamer de l'État des sous, tout de suite. Mais du côté des «petites entreprises» ou plus exactement de celles qui se savent menacées par la restructuration, l'exigence est une relance globale de l'économie, du genre de celle réalisée par Giscard en septembre 75. Or une telle revendication signifierait la mort du plan Barre. En effet, cela reviendrait à redonner un ballon d'oxygène à toutes les entreprises, donc à la ranimer celles qui sont au bord de l'asphyxie. Plus question alors d'assainissement ni de restructuration.

On comprend que Barre oppose un refus catégorique à toutes les demandes de relance globale. En passant il est plus aimable pour son patron Giscard lorsqu'il déclare : «La leçon de la relance de l'économie en septembre 75 n'a-t-elle donc pas été tirée ?». Ce refus constitue la dernière ligne de défense du plan Barre.

La «fermeté» de Barre vis-à-vis de ces patrons consiste à leur renvoyer la balle en disant «c'est à vous d'investir».

Par contre, les demandes des grandes entreprises — qui n'hésitent pas semble-t-il, à utiliser la grogne des petits patrons sur l'État — ne sont pas incompatibles avec la stratégie d'ensemble de l'impérialisme français. Satisfaire leurs exigences signifie en fait engager des actions sélectives en faveur de certains secteurs ou de certaines entreprises. Cela constitue la deuxième face de la politique de restructuration, la première consistait à éliminer les entreprises non rentables.

Un projet comme celui de soutien à la sidérurgie n'est pas rejeté, mais l'État s'entoure du maximum de précautions pour qu'un tel soutien ne nuise pas à la politique d'assainissement par une répartition incontrôlée de l'argent injecté dans le circuit et n'entraîne pas de secoues sociales importantes.

INQUIÉTUDES

La stratégie de Barre ne suscite pas que dans le patronat des réticences. Les parasites de la grande bourgeoisie ne sont pas rassurés lorsqu'il est question de la remise en cause des privilèges et des positions acquises. Tout ce beau monde vivant de combinaisons spéculatives, de «coups» plus ou moins hardis, peut craindre d'être lâché par ceux qui les soutiennent dans les milieux politiques ou de l'État. D'autant que l'instabilité politique favorise les règlements de compte. L'affaire de Broglie est à cet égard significative...

D'autre part, l'inquiétude règne dans un certain nombre de professions libérales (notaires, architectes, pharmaciens...) ou chez les commerçants : les réformes de structures menacent. Les cadres enfin craignent de faire les frais de la politique fiscale (impôts, plafond de la Sécurité Sociale...) du gouvernement. Pour les rassurer divers porte-paroles du pouvoir, s'emploient périodiquement à leur passer de la pommade en rappelant le «rôle essentiel» qu'ils jouent dans la société... Mais nombre de cadres ne se satisfont plus aujourd'hui de belles déclarations.

Les projets économiques de la bourgeoisie se heurtent donc, au sein même des couches qui constituent sa base politique, l'équipe au pouvoir ne peut prendre le risque d'amplifier trop fortement ses résistances : l'union de la gauche (notamment le PS) pourrait recueillir l'appui de certaines de ces couches (cadres ou certaines professions libérales et Chirac pourrait canaliser le mécontentement des autres. C'est pourquoi bon nombre de ces projets risquent de ne pas dépasser le stade des études...

Chevènement - Marchais

DES POINTS DE VUE SIMILAIRES SUR LA DIVISION DE LA DROITE

Dans une déclaration à la presse hier après midi, Georges Marchais a soutenu la fable de l'entente parfaite entre les diverses composantes de la coalition présidentielle. Selon le PCF, il n'y aurait pas querelle entre Chirac et Giscard mais partage des tâches destiné à abuser l'opinion. En fait, ce qui inquiète Marchais, ce sont les conséquences d'une aggravation des contradictions entre les giscardiens et le RPR sur l'union de la gauche. A terme elle conduit à l'éclatement de l'union de la gauche et à une alliance gouvernementale Giscard-Mitterrand. C'est ce que Defferre disait récemment lorsqu'il déclarait qu'en 78, Giscard devrait choisir entre Mitterrand et Chirac. En maintenant contre l'évidence la fiction d'une droite parfaitement unie, le PCF veut évidem-

ment empêcher un tel renversement d'alliance qui lui couperait la route du pouvoir.

La même inquiétude hante Chevènement qui commentant les travaux de sa fraction au sein du PS, le CERES, a dit qu'il y avait actuellement des manœuvres pour casser l'union de la gauche, allusion à l'opposition Giscard-Chirac et aux manœuvres de la direction du PS pour réduire l'influence du PCF. Chevènement tente de ressouder l'union de la gauche en proposant de compléter le programme commun sur l'Europe, la Défense, l'indépendance nationale... Il a déclaré que le PS ne devait pas «faire la politique de Gribouille» en se jetant dans les bras de l'ennemi. Un avertissement pour Mitterrand, quelques mois avant le congrès du PS en juin.

«L'humanité» nouvelle formule

LES MÊMES SALADES DE MARCHAIS

Dans une interview exclusive à l'«Humanité», nouvelle formule, Marchais revient sur le 22^e congrès, un an après. Il ne fallait pas s'attendre à des questions pièges, ni à des réponses originales. Ainsi, Marchais affecte de négliger les problèmes plus que sérieux de l'union de la gauche aujourd'hui, pour ne parler que des grands thèmes que sont la liberté selon le PCF, l'union avec les chrétiens ou le renforcement de son parti.

Un million d'adhérents au PCF, Marchais reconnaît (quand même !) que c'est audacieux, même si c'est souhaitable... la campagne «vérité-espoir» ? Elle commence à porter ses fruits, et le premier de

ceux-ci, c'est «qu'un certain nombre de militants, voire d'organisations du PCF découvrent aujourd'hui seulement la situation réelle de millions de familles laborieuses... Les critiques adressées au pays de l'Est ? «Notre combat actuel pour les libertés aiguise aujourd'hui notre vigilance». La politique à l'entreprise ? «La prétention de Giscard était d'interdire aux travailleurs la liberté de s'organiser dans leur parti communiste... Comme on le voit, la présentation de l'«Humanité» a peut-être changé, mais les perspectives du PCF restent les mêmes. Marchais s'est chargé de le rappeler, des fois que les travailleurs ne s'en seraient pas aperçus !

POLITIQUE

BARRE EN TOURNÉE ÉLECTORALE

Depuis hier matin, le premier ministre Barre effectue un périple dans la région Centre. Son but est de constater les problèmes économiques «de plus près» dans une région moyenne, moyenne selon lui en ce sens que les notables de la région sont dans leur grande majorité favorables au pouvoir actuel, moyenne aussi par l'absence d'unité géographique profonde, due au découpage arbitraire.

Barre avait prévu de rencontrer toutes les couches de la population. En fait, seule la CGC et quelques élus socialistes ont répondu à son appel, tandis que les travailleurs manifestaient dans toute la région, comme ce sera le cas des paysans manifestant aujourd'hui à Aubigny, dans le Cher.

D'ailleurs, le parcours évite soigneusement les points chauds de la région Centre : le département de l'Indre qui se dépeuple de plus en plus, n'aura pas droit à sa visite, d'autant plus que les travailleurs de la SNIAS, en lutte contre les licenciements, étaient prêts à l'accueillir !

UN MARCHE-PIED

De la même manière, Barre n'ira pas à Tours, où il lui aurait fallu rencontrer Royer, un Royer qui, aux côtés de la majorité pourtant, n'hésite pas à traiter RPR et giscardiens de politiciens trahissant le gaullis-

me... Les arrières-pensées électorales de ce voyage ne sont d'ailleurs pas absentes, puisque dans le Loiret, on parle avec insistance d'une candidature de Barre à la mairie de Pithiviers, marche-pied idéal vers une place à l'assemblée nationale.

Hormis ces considérations, le sujet de conversation hier à Orléans devant les notables, comme demain devant deux cents patrons à

Bourges, concerne les «villes moyennes» et les «contrats de pays». La région Centre est à la pointe de ces réformes qui consistent à mieux découper le territoire en zones d'industries et en zones de villégiatures. En effet, les contrats de villes moyennes consistent à accorder des subventions à des villes comprises entre 5 000 et 20 000 habitants pour développer le cadre de vie et la protection des sites. Parmi les premières à disposer d'un tel contrat, Beaugency, par exemple, devient un lieu de résidence secondaire pour patrons parisiens.

Les contrats de pays, eux, étendent ce type d'aménagement à des ensembles de

communes, particulièrement dans le Val de Loire et en Sologne. Région factice, le Centre devient ainsi un ensemble non harmonieux de villes industrielles comme Orléans ou Vierzon, de zones de tourisme et de zones rurales en plein marasme au sud de la Loire. Barre cite les chiffres de 285 000 emplois créés depuis vingt ans, contre 20 000 emplois liés au travail de la terre supprimés. Il oublie de dire que les emplois créés ne l'ont été que dans quelques villes, les plus proches de Paris. Il oublie de s'étendre aussi sur les quelques 35 000 chômeurs de la région Centre. C'est cela que veulent lui rappeler les manifestants qui jalonnent son voyage.

3000 TRAVAILLEURS MANIFESTENT

Hier matin, un certain nombre de manifestants, environ deux cents, ont réussi à approcher le premier ministre, devant la mairie d'Orléans. N'écouterant que sa volonté de concertation, Barre a essayé d'entamer le dialogue, dialogue qui n'a bien sûr pas eu lieu, ce qui a permis à Barre de parler de «mauvaise foi des travailleurs». Cette manifestation surprise, dont le seul mot d'ordre a été, Union, Action programme commun, ne saurait faire oublier la véritable manifestation celle des travailleurs, qui a eu lieu l'après midi.

2 500 à 3 000 personnes ont défilé dans les rues d'Orléans, aux cris de «le plan Barre ne paie pas, seul le combat paiera» et pour une partie non négligeable du cortège «union action, n'attendons rien des élections». Les travailleurs de l'Actime de Dreux, en lutte depuis plusieurs mois, animaient le cortège. Et là, Barre n'a pas cherché à rentrer en contact avec les travailleurs en colère.

En bref...

LA RÉGION D'ORLÉANS

o La région Centre : 2 millions 300 000 habitants, répartis en 6 départements (Loiret, Loir et Cher, Indre et Loire, Indre, Cher, Eure et Loire) les principales villes étant Orléans, Tours, Bourges, Blois. Certaines villes ont profité de la décentralisation, comme Orléans par l'implantation de centre de chèques postaux, service informatique, etc...

o ÉLECTIONS A LA PRÉSIDENTIE DES CONSEILS RÉGIONAUX : Le ministre de la Justice, Olivier Guichard, député maire RPR de la Baule (Loire-Atlantique) a été réélu président du Conseil Régional de pays de Loire.

Dans la région Champagne-Ardenne, Sourdille (RPR) a lui aussi été réélu à la présidence du Conseil Régional.



LUTTES OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES O.S. DE BILLANCOURT CONTINUE

La grève se poursuit à l'usine Renault de Billancourt. C'est contre l'augmentation de leur charge de travail (un moyen subtil d'augmenter les cadences en douce) que les 500 OS des chaînes de montage des R 4 et R 6 ont déclenché leur grève jeudi dernier.

La direction, après avoir mis 900 travailleurs au «chômage technique», menace d'étendre cette mesure à d'autres secteurs dans les jours qui viennent si les grévistes ne reprennent pas le travail. De toute façon, elle considère que le problème soulevé n'est qu'un «détail d'organisation du travail» et qu'elle ne reviendra pas dessus.

De leur côté, les hommes du PCF, hégémoniques dans le syndicat CGT, clament partout et bien fort «qu'ils sont prêts à négocier le jour et la nuit et même les week-ends». C'est un souci louable que de vouloir faire aboutir les revendications des travailleurs mais quand même, tant d'empressement... On dirait qu'ils redoutent quelque chose, mais quoi ? Par exemple que les ouvriers mis au chômage technique ne se mettent à leur tour en grève ! Cela s'est déjà vu et avait mis les gens du PCF souvent en difficulté dans cette entreprise nationalisée. Et précisément, en ce moment où il est fait grand bruit dans «L'Humanité», sur le référendum sur la nationalisation de la sidérurgie et les immenses avantages qu'elle apporterait aux travailleurs... c'est bien mal venu cette grève à Renault ! Les grévistes quant à eux sont décidés à obtenir satisfaction !

G.P

DOSSIERS DE L'ÉCRAN : LE PROBLÈME VITICOLE EN FRANCE

Ce soir, seule la bourgeoisie viticole aura la parole au cours du débat des «Dossiers de l'Écran» sur la crise viticole du Languedoc-Roussillon.

La soirée débutera par un film réactionnaire sur la lutte des vignerons lors de «la révolte des gueux» de 1907. Dans le film comme au cours du débat, la bourgeoisie tentera de justifier l'élimination des petits viticulteurs par la «nécessité» du développement du capitalisme en agriculture.

Emmanuel Maffre Baugé, Antoine Verlade, ces pions du PS dans le syndicalisme viticole feront mine de défendre les viticulteurs face au gouvernement qui refuse la discussion et a délégué un obscur directeur adjoint du ministre de l'agriculture pour le représenter.

B. PELO

SONACOTRA CEDERA !

Il y avait bien 500 personnes, une majorité de travailleurs immigrés mais aussi des Français (syndicalistes, militants, membres d'associations de locataires), qui avaient pu se libérer vendredi après midi 21 janvier, devant le tribunal d'instance de Longjumeau où comparaissaient les présidents des foyers de la rue Ampère de Massy...

De la salle du tribunal où avaient été enfin acceptés au bout d'une heure d'attente supplémentaire une soixantaine de résidents, les mots d'ordre venaient du dehors, faisaient faire la grimace aux flics de service. Les travailleurs immigrés présents dans la salle étaient eux silencieux ; pourtant ils étaient bien là non pas en accusés mais pour accuser la SONACOTRA !

C'est ce que fit en leur nom l'avocat qui démontra d'abord combien les hausses de loyer imposées par cette «société à caractère non lucratif» étaient illégales, demandant d'emblée à la présidente «Est-il acceptable de voir expulser des centaines d'immigrés sous le pré-

texte le plus souvent abusif que ceux-ci ne se conforment pas aux lois françaises et de voir la SONACOTRA de Claudius Petit dans laquelle l'Etat possède plus de 50 % de parts, ne pas s'y conformer ?». Puis de nouveau : «Est-il possible que 18 d'entre eux aient été expulsés en toute légalité, qu'aujourd'hui on veuille effectuer une saisie-arrêt sur leurs salaires parce qu'ils s'opposent par des moyens d'ailleurs légaux à une hausse illégale ?»

Des murmures ne purent être réprimés lorsque l'avocat de la SONACOTRA non seulement osa vanter le «confort» des chambres dans ces foyers-prison, mais rétorqua un peu plus tard (à l'avocat des résidents qui rappelait des conditions réelles de logement) : «A l'armée, nous n'avons guère plus, et l'on s'en contentait». L'encadrement militaire, voilà ce que la SONACOTRA et l'Etat voudraient bien imposer aux travailleurs immigrés !!! Un peu avant, un avocat présent à l'audience ne s'était-il pas pris lui, non pas pour un adjoint mais pour un pion, en faisant retirer sa casquette à un résident, supportant mal

probablement l'absence de servilité des travailleurs présents !

Il fut encore rappelé que seule la lutte avait permis de faire reconnaître les droits élémentaires que la SONACOTRA leur refusait jusqu'à maintenant (droit de réunion de visite...) que leur lutte continuerait non seulement pour obtenir la suppression des hausses illicites mais

aussi avec le statut de locataire, le renvoi des gérants racistes et le retour de leurs 18 camarades expulsés qu'ils n'oubliaient pas.

La fin de l'audience fut saluée par de nombreux mots d'ordre scandés à pleins poumons et une manif s'organisa dans les rues de Longjumeau.

(Judgement le 18 février)

ENCORE CINQ JOURS DE CHÔMAGE À LA SAVIEM-BLAINVILLE

Cinq jours de chômage pour les travailleurs de la Saviem au mois de février. La plus grande partie des 7 550 salariés de l'usine Saviem de Blainville, dans le Calvados, seront mis en chômage du 14 au 18 février, c'est ce qu'a annoncé la direction au Comité d'Établissement. Bien entendu, les sections syndicales CGT et CFDT n'acceptent pas cette décision. La section CGT a quitté la séance estimant qu'elle n'avait plus rien à y faire puisqu'elle était «mise devant le fait accompli». Pour sa part, la section CFDT se voit renforcée dans sa volonté de coordonner l'action entre la Saviem et la SMN qui est également touchée par le chômage ! D'ailleurs, avant même cette annonce, un meeting commun aux deux usines avait été décidé pour mardi prochain à 15 h 30 à Colombelles.

(La CFDT sera seule à organiser ce meeting car la CGT-Saviem a refusé d'y participer).

Correspondant Saviem

LUTTES OUVRIÈRES

10^e SEMAINE DE GRÈVE CHEZ RIGAUT (TOURS)Après l'échec de la médiation
LA LUTTE CONTINUE

D'ailleurs chez Rigault, on ne s'en fait pas du côté direction : pour 205 salariés, il y a 6 directeurs et un PDG, qui, à eux 7 représentent environ le huitième de la masse salariale ! Cela laisse rêver quand patrons et gouvernement déclarent que ce sont les salaires ouvriers qui sont la cause de l'inflation. Mais chez Rigault, on ne s'arrête pas là.

Le conflit a démarré le 22 novembre, avec 130 grévistes (travailleurs de l'Atelier, et monteurs sur les chantiers). Aujourd'hui, il n'en reste qu'une soixantaine. Bien que la grève soit très dynamique, et fonctionne très démocratiquement. Car Rigault et ses cadres ont exercé des pressions sur les grévistes pour qu'ils reprennent le travail, par lettres et par démarches de cadres chez eux. C'est presque toutes les semaines que les travailleurs reçoivent une lettre de la direction pour leur signifier, qu'*«entraînés par des meneurs syndicaux»*, ils *«mettent en danger l'entreprise et sa viabilité dans la crise économique actuelle»*.

Les travailleurs en grève tiennent presque tous les jours une Assemblée Générale qui décide des moyens

Lundi, les travailleurs de chez Rigault, entreprise de construction de charpentes métalliques entamaient leur 10^e semaine de grève !

L'origine du conflit : le refus de la direction d'appliquer les promesses verbales faites en 1975, sur le 13^e mois et les accords salariaux. (Il faut signaler que les cadres et employés de bureau eux, bénéficient depuis longue date du 13^e mois).

à prendre pour continuer la lutte. Les travailleurs de chez Rigault ont le soutien de la population. De nombreuses collectes sont organisées dans la ville et dans les entreprises. Presque toutes les semaines, des galas de solidarité (théâtre, films) sont faits au profit des grévistes. La CFDT (seule organisation représentée dans l'entreprise) a demandé à chaque militant de verser une journée de salaire en solidarité ! Ces opérations ont permis de récolter actuellement 10 millions de francs. Les travailleurs de Tours et des environs sont conscients de l'enjeu du conflit Rigault. La victoire de ce conflit aura des répercussions sur toutes les entreprises de toute la région. C'est pourquoi il faut créer les conditions de la victoire. Les pouvoirs publics, eux, n'ont fait que dresser des obstacles.

Le maire de Tours, contacté depuis 15 jours n'a pas encore daigné recevoir les grévistes. La préfecture reste muette. L'inspection du travail ne fait rien et il aura fallu que les grévistes imposent (conformément à la loi) qu'un médiateur soit nommé ! La médiation qui a eu lieu mercredi aura permis pour la première fois que Rigault accepte de «discuter» sur les revendications déposées. La médiation est restée jusqu'à ce jour sur un constat d'échec, la direction demandant huit jours de réflexion, jouant sur le pourrissement de la lutte et pensant qu'aujourd'hui des travailleurs vont reprendre. C'était ne pas compter sur la combativité des travail-

leurs, qui à l'AG de jeudi, confirmaient à l'unanimité leur volonté de gagner le conflit !

Les pouvoirs publics qui ne font rien pour obliger Rigault à négocier avaient par contre, dans un jugement de référés condamné les grévistes aux dépens pour *«entrave à la liberté du travail»*. De plus, la direction avait réussi à avoir des constats d'huissier pour cela. Les travailleurs qui voulaient avoir un constat démontrant le contraire n'ont jamais pu avoir un huissier sur la place de Tours. Ceux-ci étaient toujours pris ou absents. D'après un tract, un flic des RG, a même refusé de mettre dans son rapport des voix de faits de la direction sur un gréviste, déclarant qu'il ne voulait pas «être muté à 500 km». Cela démontre bien la collusion avec le patronat !

Pour l'instant la lutte continue. Il faut continuer de la populariser en apportant le soutien financier et aussi par l'action active sur les travailleurs en lutte.

Henri Forest

Calberson :

Les licenciements continuent

2 chauffeurs, 11 et 13 ans de maison, viennent de se voir signifier leur licenciement. L'année commence bien chez Calberson ! Il est vrai qu'il ne se passe pas de semaine où les instances gouvernementales ne nous exhortent aux sacrifices. Mais sacrifices aux «bénéfices» de qui ? Chez Calberson, il y a toujours un secteur réservé aux «louanges». Depuis quelques temps, ce secteur s'est singulièrement agrandi. Il est vrai qu'un louageur, ce n'est pas syndiqué ; ou, tout au moins pas au même syndicat qu'un ouvrier de la boîte. Et puis, les charges sociales ne sont pas les mêmes. Tout bénéfice pour l'entreprise ! Alors, pour la direction, plus on congédie de chauffeurs, plus il sera possible de régler les problè-

mes du personnel.

Surtout que dans l'entreprise, comme dans beaucoup de sociétés de transports, le syndicat n'a pas la cote auprès des roulants, chez qui souffle un vent d'individualisme. Pourtant, dans la même entreprise, dernièrement, la manutention en organisant la riposte, a montré que la lutte est payante. La direction a dû s'incliner, et réintégrer un manutentionnaire qu'ils avaient abusivement licencié.

Si la direction de Calberson a fait sienne la devise : «Action, répression», seul l'unité des travailleurs peut y faire échec. C'est en s'organisant que les travailleurs de chez Calberson stopperont la vague de licenciements !

Corresp. Transport

Le Puy :

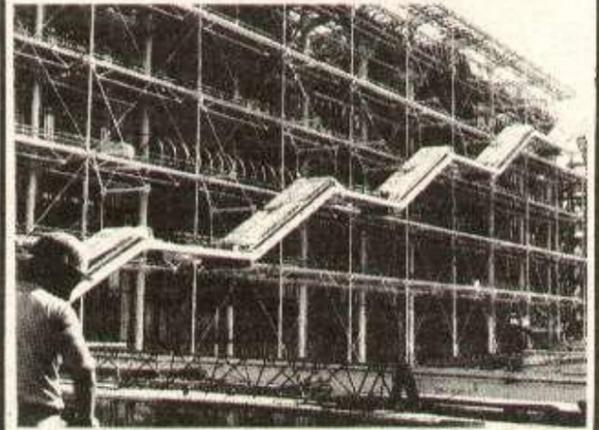
MANIFESTATION
ET OPÉRATION VILLE-MORTE
VENDREDI

1500 personnes environ ont manifesté vendredi matin dans les rues du Puy en Velay dans la Haute Loire, pour protester contre les 172 licenciements prévus dans l'usine locale des Tanneries Françaises Réunies. Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre d'une journée «ville morte». Les commerçants du Puy ayant accepté de fermer leur boutique pendant une heure dans la matinée.

Après avoir défilé

dans les rues de la ville, les manifestants se sont rendus à la Préfecture, pour y remettre une motion réclamant l'annulation de ces licenciements.

Un bref mouvement de foule a eu lieu lorsqu'une délégation a été reçue par le préfet, et une centaine de personnes ont forcé les portes des bâtiments administratifs. Les manifestants se sont ensuite dispersés dans le début de l'après midi.

DERRIÈRE
LA PRESTIGIEUSE
«RAFFINERIE
BEAUBOURG»...

Le syndicat CGT de la CGEE-Alsthom de St Ouen accuse la direction d'avoir fait (et de continuer à faire) effectuer des heures supplémentaires sur le chantier du «centre culturel Beaubourg» (appelé raffinerie Beaubourg par les travailleurs), de la manière suivante :

- sans consultation du comité d'entreprise (obligatoire)
- sans information aux délégués du personnel, ni au syndicat
- sans en avoir fait la demande préalable à l'inspection du travail (obligatoire)
- en dépassant l'horaire maximum légal
- en falsifiant les feuilles de paie pour que les heures supplémentaires apparaissent le moins possible
- sur le chantier même, des pressions ont été faites sur des travailleurs pour que ceux-ci acceptent de faire ces heures supplémentaires. Sur 200 monteurs, 50 % sont des intérimaires (qui font plus de 70 h par semaine).

Seulement, les travailleurs commencent à parler et à aider le syndicat CGT à réunir les preuves afin de porter plainte ! L'Inspecteur du Travail, après s'être rendu sur le chantier le 18 janvier au matin, a décidé d'y revenir le 19 pour recevoir les premières preuves réunies par les travailleurs et le syndicat.

Il a pu constater que le samedi 15/1/77, un accident du travail avait eu lieu sur le chantier (donc des gens travaillaient alors que l'autorisation n'avait pas été donnée). A l'occasion de ce contrôle, il y a eu encore :

- insultes d'un chef d'équipe envers un inspecteur du travail
- insultes et menaces envers un représentant du délégué du personnel...

Le chantier Beaubourg, Centre culturel dit «Georges Pompidou» (dit «la raffinerie»), doit être inauguré le 31/1/77 à 9 h, par Giscard lui-même et ses pontifes. Finalement, les travailleurs doivent accélérer les cadences de travail, car la date d'inauguration est très proche. En réalité, le gouvernement pousse par derrière la municipalité, celle-ci en fait autant à la boîte, et cette dernière fait faire des heures supplémentaires.

Corresp. CGEE-Alsthom

PAS D'ARGENT POUR
LES REVENDICATIONS
OUVRIÈRES... MAIS DES
BÉNÉFICES ÉNORMES

La direction des «cycles Peugeot» vient d'annoncer les résultats de l'exercice pour 1976. Le bilan fait apparaître une augmentation du chiffre d'affaires de 15 % et une augmentation des bénéfices supérieure. Pour l'année, la production de cycles et de motocycles atteint 1 155 000 unités.

Un commentaire cynique accompagnait cette publication : «L'exercice 76 n'a globalement pas souffert de l'interruption de production de cinq semaines en cours d'année». Cette «interruption», c'est la grande lutte du début de l'année que menèrent les 5 000 travailleurs des cycles pendant cinq semaines ! Si l'on comprend bien le raisonnement de la direction de Peugeot, la perte de production due à la grève aurait été rattrapée : on ne peut être plus clair pour avouer publiquement une augmentation forcée des cadences, s'accompagnant d'un strict blocage des salaires. Voilà des chiffres qui feront plaisir à M. Barre !

Fonctionnaires CFDT Ardennes

«CETTE SEMAINE D'ACTION
EST INSUFFISANTE...»

C'est décidé, les 7 organisations de fonctionnaires appelleront à une journée de grève le jeudi 27 janvier. L'enthousiasme n'est pas très grand... et l'on sent bien que les travailleurs attendaient autre chose après la forte mobilisation du 7 octobre...

Il est certain que l'on ne fera pas céder le gouvernement en juxtaposant des journées d'action de 24 h qui ont fait la preuve de leur inefficacité par le passé.



D'autre part, il est évident que le pouvoir et le patronat feront tout pour que le plan Barre soit effectivement appliqué dans la Fonction Publique, c'est pour eux le principal moyen pour imposer à l'ensemble de la classe ouvrière une limitation draconienne des revenus.

Cette semaine d'action est insuffisante face à l'ampleur de l'attaque, mais il est à craindre que ce soit la dernière perspective d'action avant les échéances électorales et de ce fait un échec de la grève risque de se révéler désastreux.

En effet, l'argument tout préparé de la droite serait : «En réalité les Fonctionnaires sont assez satisfaits puisqu'ils n'ont pas bougé» !... Il est de notre devoir de faire en sorte que cette grève du 27 janvier soit un succès car un recul des fonctionnaires renforcerait Barre dans sa politique d'austérité.

Communiqué de la section de l'Union Fédérale des Fédérations de Fonctionnaires CFDT (UFFA) des Ardennes

INFORMATIONS GÉNÉRALES

(CLERMONTFERRAND)

Un dixième mort victime d'un cancer de l'amiante à l'usine Amisol

Un dixième ouvrier vient de décéder à l'usine Amisol de Clermont-Ferrand, victime de cancer dû à l'amiante !

Un dixième ouvrier a été assassiné par les conditions de travail révoltantes qui régnaient dans cette usine avant sa fermeture. L'amiante y était brassée à la fourche, à pleines brassées, les ouvriers vivaient dans une atmosphère polluée en permanence par les poussières d'amiante. Dans cette usine, l'asbestose et le cancer ont fait des ravages. La réputation de l'usine est telle dans la région que les patrons de Clermont se refusent à embaucher les ouvriers licenciés d'Amisol, parce qu'ils savent qu'ils risquent de s'absenter plus pour maladie et, quelques

années plus tard, de mourir de cancer.

Les industriels de l'amiante, dont la responsabilité dans le développement des cancers professionnels a été établie scientifiquement par les ouvriers et des médecins, ont fait mine depuis longtemps de « lâcher » le patron d'Amisol, disant qu'il n'appliquait pas les « règles de la profession ». Mais cette manœuvre odieuse ne doit pas nous tromper. Les dizaines de milliers d'ouvriers exposés à l'amiante dans le bâtiment, la métallurgie, etc., sont les plus menacés et frappés par un cancer qui ne doit rien à la fatalité. Pendant ce temps, le pouvoir fait traîner la mise au point d'une nouvelle législation... Partout, dans nos usines, sur les chantiers, faisons le procès de l'utilisation scandaleuse de l'amiante !

PRIX DES LÉGUMES

Vilain remercie France-Soir et accuse l'hiver

Interrogé sur la hausse des prix par le journal France-Soir, Villain a calmement annoncé que les hausses de prix allaient se poursuivre dans un certain nombre de domaines, café, laine, coton (vêtements, donc), qu'il attribue exclusivement à la hausse des matières premières, ainsi que les produits industriels : augmentations « relativement faibles mais diffusées sur tous les mois ». Sur les automobiles, il avance le chiffre de 5,5 %.

C'est à propos des fruits

et légumes qu'il faut relever les déclarations de Villain : « Je suis entièrement d'accord avec vous quand vous dites « refusez d'acheter » (...). J'estime que votre campagne a été très efficace ». Merce à France-Soir d'avoir intoxiqué les consommateurs, donc. D'autre part, le directeur des prix ajoute : « La cause première est le fait qu'on est en hiver », après avoir blanchi le circuit de commercialisation et les grossistes. Curieusement, l'hypothèse de stockage n'est envisagée ni par Villain, ni par France-Soir.

o LES JURÉS DE TROYES MENACÉS : Depuis que le verdict accordant des circonstances atténuantes à Patrick Henry, assassin du petit Philippe Bertrand, a été rendu, les jurés des Assises sont l'objet de nombreuses menaces, venant de différentes villes de France, toutes anonymes. Lettre, coups de téléphone se succèdent, accusant les jurés d'avoir sauvé la tête de Patrick Henry. Jusqu'à présent, les menaces en sont restées à un caractère verbal.

o CAMBRIOLAGE A LYON : LA MONNAIE EST RENDUE : Après le cambriolage de la permanence électorale de Francis Collomb, animateur des listes « P.R.A.D.E.L », c'est au tour de la secrétaire de Soustelle (candidat contre Collomb, sans l'appui giscardien) de recevoir la visite de « cambrioleurs ». Selon Soustelle, il n'y avait dans l'appartement de sa secrétaire aucun papier le concernant. Personne n'endoutait !

Le COMITÉ DE FACULTÉ PARIS V MALAKOFF appelle à une première COORDINATION PARISIENNE DES COMITÉS DE LUTTE.

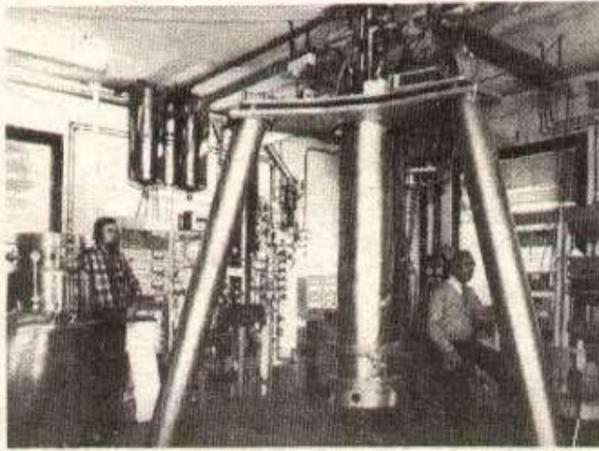
Ordre du jour :

- Prendre un premier contact
- rendre compte de la situation sur chaque faculté
- discuter des actions à envisager pour riposter à la politique de rentabilisation et la mise au pas de l'université.

MARDI 25 JANVIER 18 H 30
Amphi 34 JUSSIEU

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE VUE PAR LE PCF

QUI DOIT DIRIGER LA RECHERCHE ?



Physiciens et techniciens étudiant la propriété des très basses températures.

La recherche scientifique, dans la mesure où elle demande à être programmée sur une longue période, où l'importance des investissements à consentir exige des choix nécessairement politiques, est caractéristique d'une société. Ainsi est-elle dans notre pays un reflet assez exact de son système social, de sa position politique internationale, des luttes qui s'y déroulent. En présentant ces derniers jours, les grandes lignes de sa conception de la recherche scientifique « démocratisée », le PCF fournit aussi de précieuses indications sur son projet de société.

Au cours d'une conférence de presse consacrée à ce thème, Chambaz, membre du CC du PCF a expliqué que « l'application du programme commun commencera à changer vraiment les choses parce qu'il prévoit les réformes profondes capables de mettre en cause le règne des grandes affaires ». Solution miracle à toutes les contradictions de la société capitaliste, que changera le programme commun dans le domaine de la recherche ? Dans le fond, cette question se ramène à une autre : qui dirigera la société, et, par conséquent, qui opérera les choix ? Le PCF y apporte une réponse conforme à son projet, tout en prétendant démagogiquement « récuser tout régentement de la recherche » : « prétendre, avant toute consultation des intéressés, de tous les intéressés, décider dans le détail des mesures que devrait prendre un gouvernement démocratique (...) viderait de tout contenu la participation réelle des chercheurs et des équipes de recherche à la solution de ces problèmes ». Les intéressés, selon le PCF, ce sont avant tout les chercheurs, et non les larges masses et les travailleurs de la recherche scientifique. Dans ce domaine, comme dans d'autres, le PCF fait des choix de société l'affaire de spécialistes, les chercheurs, en l'occurrence. Deux remarques sont à faire :

- Il s'agit tout d'abord d'une falsification des véritables intentions du PCF : l'orientation de la recherche relève nécessairement du pouvoir politique, dans toute société de classe. Prétendre que la recherche sera « libre » est alors une mystification.
- La véritable question est de savoir qui dirige la société,

et selon quels critères les choix seront faits. Dans la France socialiste pour laquelle nous combattons, la classe ouvrière sera au pouvoir. Aucun domaine de la société ne doit lui être étranger, y compris la recherche. Cela ne veut pas dire que les travailleurs scientifiques seront écartés des choix qui les concernent. Au contraire, ils auront la possibilité d'y participer pleinement, sous la direction de la classe ouvrière. Et c'est sous cette direction que la recherche scientifique peut prendre tout son essor. Cela exige des travailleurs scientifiques qu'ils se mettent, non pas « au service de la Science », mais au service du peuple.

Dans la France de 1977, la recherche scientifique est à chaque vote de budget, à chaque décision importante, plus soumise aux critères de rentabilité immédiate des trusts capitalistes (crédits largement distribués pour l'informatique, aussi bien par le privé que par le budget) et aux projets de l'Etat (priorité donnée en recherche fondamentale à la physique, en raison d'éventuelles retombées, et des marchés que cela procure à l'électromécanique...). L'idéologie qui anime la « compétition » entre équipes de recherche est principalement celle de l'arrivisme, des coups bas permettant de « publier » le premier, ou d'obtenir les crédits d'investissement.

Dans la société que propose le PCF, la recherche sera encore soumise aux mêmes lois, pour la raison fondamentale que sa base même n'aura pas changé. Les choses se passeront dans un cadre nationalisé, seront enrobées de justifications scientifiques, mais resteront hors de l'intervention des masses.

Eric Bréhat

PROCÈS DU HOLD-UP DE L'AVENUE DE BRETEUIL

LE PROCÈS DE SIMPLES EXÉCUTANTS ?

Le procès du hold-up de l'avenue de Breteuil s'est ouvert hier devant les Assises de Paris. Le procès durera plusieurs jours, car il faut éplucher un dossier de 150 pages. Mahoud El Shenawy (22 ans), Taleb Hadjad (21 ans), Jean Petit-Jean (25 ans) et sa femme, Marie-Claire Voisine (26 ans) devront répondre de séquestration illégale d'otages avec menaces de mort, vol qualifié, recel et infraction à la législation sur les armes.

Le 8 septembre 75, deux gangsters pénètrent dans la succursale du CIC, avenue de Breteuil. Repérés par la police, ils s'emparent de sept otages. Après de longues tractations avec la police, une voiture leur est fournie. Ils relâchent leurs otages dans Paris. Huit jours après, ils sont arrêtés. On retrouve bizarrement chez eux les armes du hold-up, par contre, les six millions de francs lourds dérobés n'ont jamais été retrouvés.

Plusieurs questions furent soulevées à l'époque : comment se fait-il que les organisateurs du hold-up (jamais retrouvés) se soient-ils abouchés avec d'aussi petits truands dont la spécialité, de surcroît, était de « rater » tous leurs coups ? Comment se fait-il que les bandits ne se soient pas débarrassés des armes du crime ? On se souvient de l'exploitation

politique de ce hold-up, intervenu en pleine campagne pour la « sécurité des Français ». Interventions de Poniatsowski, retransmission en direct du hold-up, déclarations fracassantes de Lecanuet demandant un renforcement de la législation anti-criminelle, etc...

Tout ce battage, à des fins de propagande, semble en tout cas avoir compromis définitivement toute chance de retrouver les véritables « cerveaux » de l'affaire. Le procès risque donc d'être celui d'hommes de main, de « petits truands ». Il y a gros à parier que le pouvoir sera beaucoup moins bavard sur cela, qu'il ne l'a été l'an dernier pour alimenter sa campagne contre la violence. Il n'y a en effet rien de glorieux pour ces champions de la « sécurité » à avouer que les « cerveaux » courent encore...

LE MARCHÉ AMÉRICAIN FAIT LA LOI EN AÉRONAUTIQUE

Airbus aux Etats-Unis ?

Hier soir, la compagnie américaine Western Airlines devait faire savoir si elle avait l'intention de remplacer ses Boeing 720 B usagés par des Airbus. La semaine dernière, le quotidien US « Aerospace Daily » publiait une interview du vice président de Boeing, dans laquelle celui-ci se plaignait de la concurrence européenne !

Il faut tout d'abord ramener les choses à leur juste proportion : la compagnie de lignes intérieures Western Airlines est la dixième compagnie américaine, et envisagerait (rien n'est sûr) une commande de vingt avions franco-allemands. En regard du marché US, ce n'est pas grand-chose. D'autre part, les constructeurs américains contrôlent à 100 % leur marché intérieur, et à 90 % les marchés extérieurs. Cependant, lorsqu'un diri-

geant de Boeing explique que « les trois constructeurs américains et l'industrie européenne sont en mesure de fournir plus d'avions que les compagnies n'en ont réellement besoin », il indique une source réelle de soucis : le marché aéronautique civil est quasiment saturé, du fait des commandes faites par les compagnies pour suivre une expansion qui s'est cassée. Aussi, les marges des constructeurs se jouent-elles sur des quantités limitées, pouvant correspondre aux

possibilités des constructeurs européens. Vingt Airbus sur le marché intérieur américain peuvent ouvrir une brèche dans un marché qui représente la moitié du marché mondial, et éventuellement à l'extérieur. C'est pourquoi, le dirigeant de Boeing accuse « les gouvernements européens de s'être engagés financièrement dans le programme Airbus au point d'y impliquer toutes leurs administrations », signalant qu'Airbus Industrie aurait consenti un prêt à 6 % sur quinze ans à une compagnie d'extrême-Orient, ce qui « est très dur à battre ».

Western Airlines est d'importance, dans la mesure où seulement 34 commandes fermes n'ont été obtenues jusqu'à présent. Est-il possible d'entrer sur le marché américain sans « coopérer » avec l'industrie américaine, comme l'ont fait Dassault (Mystère 20) et l'Aérospatiale (Mercurie 200) ?

Du point de vue franco-allemand, la décision de la

E. B.

ESPAGNE

La lutte pour l'amnistie prend une ampleur nationale

De nouveau un manifestant pour l'amnistie a été assassiné par la police, ou plutôt par les commandos fascistes du Christ-roi ce qui revient au même, vu les liens étroits qui unissent ces commandos aux forces de répression et la protection dont ils jouissent en haut lieu. Mais aujourd'hui, ce n'est plus seulement au Pays-Basque, c'est à Madrid même que la mobilisation pour l'amnistie rassemble des milliers de personnes, cependant qu'à la prison de Carabanchel, les détenus exigent leur libération : la lutte pour l'amnistie est désormais devenue une lutte nationale, ce qui permet de mesurer l'aiguïssement des contradictions. 27 meurtres, au total, à mettre au compte du gouvernement de Juan Carlos, qui tous ont frappé des manifestants pour l'amnistie ou des ouvriers en grève, des manifestations de masse interdites ou sauvagement réprimées, les prisons pleines de «politiques» que l'on appelle des «droits communs», voilà donc ce qu'est la fameuse «libéralisation» mise en œuvre aujourd'hui en Espagne.

Pour être sélective, la répression exercée par Suarez n'en est pas moins dure : elle frappe tous ceux qui se battent pour d'authentiques libertés démocratiques, contre la domination de l'Etat centralisateur espagnol : Suarez fait la part belle à l'«opposition démocratique», y compris au parti révisionniste, dans la mesure où celui-ci est prêt à collaborer à la mise en place des institutions «démocratiques» dont la bourgeoisie espagnole a besoin aujourd'hui et à lui garantir la «paix sociale», mais, il laisse intacts les corps répressifs mis en place par Franco : le quadrillage policier, les arrestations arbitraires, les jugements expéditifs et les assassinats impunis d'opposants au régime continuent de marquer la vie quotidienne des peuples d'Espagne, dont la mobilisation qui ne se dément pas en faveur d'une réelle amnistie, montre à quel point ils se font peu d'illusions sur la «libéralisation» à la Juan Carlos.

S. VALLÉE

L'ESOUFFLEMENT DE LA POLITIQUE DE GISCARD

Suite de la une

C'est sous son égide qu'ont été signés les accords de Ryad mettant fin aux combats au Liban, c'est également sous son égide discrète que l'accord s'est fait entre la Syrie, la Jordanie et l'Egypte, pour trouver un règlement avec Israël, y compris en tentant d'imposer à la Résistance Palestinienne, la limitation de ses objectifs stratégiques à un Etat palestinien dans les seuls territoires occupés en 1967, ce qui le rendrait dépendant à la fois d'Israël et des pays arabes. Le gouvernement français s'est déclaré favorable à cette solution, et le seul à l'avoir déclaré nettement.

La chaleur de l'accueil réservé à Giscard n'est sans doute pas étrangère à ces prises de positions, d'autant plus que l'Arabie Saoudite pense qu'il faut faire vite, d'une part parce que la situation créée est instable à cause de la course aux armements dans laquelle Israël est lancée, d'autre part, parce que les soulèvements qui ont eu lieu en Egypte remettent en cause cette politique et pourraient se reproduire non seulement en Egypte mais dans d'autres pays arabes. Y parvenir vite,

pose la nécessité que les USA et les pays occidentaux exercent des pressions importantes sur Israël, même si ses moyens sont de plus en plus réduits, l'impérialisme français pourrait aider à promouvoir cette politique.

De son côté, l'impérialisme français qui a de plus en plus de difficultés à poursuivre sa «politique arabe» d'une part, à cause de ses glissements successifs vers l'aile américaine, d'autre part parce que les résultats ne sont pas ce qu'il en attendait, trouve dans cette rencontre avec l'un des pays les plus importants à l'heure actuelle, l'occasion de réaffirmer des liens privilégiés avec le monde arabe.

Au-delà de l'apparat et des courses de chevaux, ces dispositions n'ont guère plus d'avenir que n'en a eu la politique française jusqu'à présent. La tentative de regonfler la politique française à l'égard du monde arabe repose sur des bases très fragiles, qui ne paraissent pas en mesure d'enrayer les difficultés de l'impérialisme français dans le monde.

G. CARRAT

DISCUSSIONS OLP - JORDANIE

Le Conseil Central de la Résistance Palestinienne a invité le Comité Exécutif de l'OLP à «entamer le dialogue avec la Jordanie sur la base des résolutions du sommet de Rabat». La Jordanie a mis au point un accord avec la Syrie et l'Egypte pour le règlement avec Israël. Ces discussions complètent les discussions ouvertes par l'OLP avec tous les régimes arabes, notamment avec les pays du champ de bataille. Par ailleurs le CCRP a souligné la nécessité de poursuivre les discussions avec les organisations du Front du Refus qui ont suspendu leur participation à ses travaux, «afin d'assurer l'unité révolutionnaire».

Une journée de combat pour l'amnistie à Madrid

Un jeune manifestant a été assassiné dimanche à Madrid, par des membres des groupes fascistes «guérilleros du Christ-Roi», alors qu'avec des milliers d'autres personnes, il était descendu dans la rue pour exiger l'amnistie. Par ailleurs, plusieurs dizaines de personnes ont été blessées par les forces de police, qui ont également fait de nombreuses arrestations.



La répression policière est impitoyable.

La manifestation avait été convoquée voici environ dix jours, à l'initiative de la «commission pour l'amnistie», elle était soutenue par l'ensemble des organisations d'opposition de gauche et par les associations de quartier. En dépit du refus d'autorisation opposé par le gouverneur civil, une intense propagande par voie d'affiches s'était faite dans Madrid, et dès avant l'heure fixée, des milliers de personnes attendaient déjà dans le centre de la ville.

L'agression policière a été immédiate et brutale : lancement de grenades lacrymogènes sur la foule, précédant la charge au hurlement des sirènes, le tir de balles de caoutchouc, la projection de gaz lacrymogènes sur tous les groupes qui tentaient de se former. C'est en fuyant devant la police, qu'Arturo Ruiz Garcia, 19 ans a été frappé par deux balles tirées dans son

dos par un fasciste du «Christ-roi»; celui-ci serait déjà identifié par la police, mais aucune précision n'a été donnée le concernant et vu les précédents, il y a peu de chances pour qu'elles le soient jamais.

Dans la nuit de dimanche à lundi, la police a également dispersé avec violence un autre rassemblement d'environ 2 000 personnes à Barcelone. D'autres manifestations ont eu lieu à San Sebastian et dans plusieurs autres villes espagnoles.

RHODÉSIE

UN LEADER PATRIOTE NOIR ASSASSINÉ

Jason Moyo, l'un des lieutenants de Josua Nkomo, l'un des leaders du «Front Patriotique» pour la libération du Zimbabwe, a été assassiné samedi par l'explosion d'un colis piégé à Lusaka, capitale de la Zambie.

Jason Moyo avait été l'un des principaux artisans de la formation du «Front Patriotique», au mois de septembre, entre les deux mouvements de libération dirigés par Josua Nkomo et Robert Mugabe, Front qui a permis aux patriotes africains d'opposer une riposte unie aux attaques du régime raciste de Ian Smith depuis le début de la Conférence de Genève. Il revenait d'une visite au Mozambique, où il s'était une fois de plus prononcé en faveur d'une «intensification de la lutte armée», et avait appelé l'OUA à accroître son soutien aux guerriers de la ZIPA. Son assassinat vise à affaiblir le Front Patriotique ainsi qu'à désorganiser la lutte : Jason Moyo était en effet responsable de la di-

rection des affaires militaires.

VICTOIRES DE LA LUTTE ARMÉE

Quelques jours avant son assassinat, un communiqué émanant de la partie des forces de libération dépendant de son commandement, dressait le bilan de six mois de lutte : de mai à décembre 76, les combattants du Zimbabwe ont tué 172 soldats ennemis, en ont blessés 300 autres. Au cours de leurs attaques, ils utilisaient des armes automatiques, des roquettes, des grenades, des mines et des explosifs. Entre autres, les combattants de l'armée de libération ont fait dérailler plusieurs trains, coulé six bateaux ennemis, dans les eaux du Zambèze, détruit l'explosif, un pont, fait sauter la mine de chrome de Rhonda à Beling, incendié une base ennemie dans la région de Wankie, détruit un arsenal et conquis de nombreuses armes sur les racistes.

CHOU EN LAI



Un grand révolutionnaire prolétarien

-2

«Comme le camarade Chou En-lai se reposait très peu, la réunion de cellule, d'après la demande pressante des camarades de la délégation le décida de se reposer avant minuit. Le camarade Chou En-lai en était très touché. Mais devant les exigences pressantes de la situation, il dit d'un ton sérieux : «mandatée par le Comité Central du Parti, le Président Mao et le peuple tout entier, notre délégation assume une importante mission de négociations du succès de laquelle dépend le sort de tout le pays et de toute la nation. Peu important mon repos et ma santé» rapportent les témoignages publiés sur l'activité de Chou En-lai pendant la guerre de libération, lors de sa mission à l'intérieur même des bases de l'ennemi en 1946-1947.

AUX PREMIÈRES LIGNES DE LA GUERRE POPULAIRE

Chou En-lai fut chargé par le Comité Central de préparer l'insurrection de Nantchang le 1^{er} août 1927. C'était un moment particulièrement important de la lutte entre les deux lignes dans le Parti dont dépendait l'avenir du Parti et de la révolution. C'était l'application du principe défini par le Comité Central et Mao Tse-toung : **Défendre la révolution par la lutte armée.** Partout en Chine, se développait la terreur blanche, après l'échec de la première révolution. Les capitulards refusaient que les insurrections soient organisées. A deux reprises, au nom du Comité Central, le chef capitulard Tchong Kai-cheik envoya des messages puis se rendit personnellement à Nantchang, pour empêcher l'organisation de l'insurrection au moment où celle-ci était sur le point d'éclater. Chou En-lai combattit les capitulards et organisa pratiquement l'insurrection. Tirant la leçon de cette période, Mao Tse-toung écrit : «Après l'échec de la révolution qui fut pour lui (le P.C.C.) une leçon douloureuse, il entra dans une nouvelle période, celle de la création de l'armée rouge, en organisant l'insurrection de Nantchang, l'insurrection de la moisson d'automne et l'insurrection de Canton. Ce fut une période extrêmement importante au cours de laquelle notre Parti a compris toute la signification de l'Armée».

Chou En-lai, en dirigeant l'insurrection de Nantchang était aux premières lignes de la guerre du peuple, en appliquant jusqu'au bout la ligne du Parti, il contribuait à enrichir celle-ci d'une grande pratique des masses et ainsi d'établir et de développer les concepts stratégiques qui assureront la victoire de la révolution chinoise.

L'ORGANISATION DE LA LUTTE DES ZONES DE L'ENNEMI

De décembre 1938 à mai 1946, Chou En-lai dirigea le bureau du sud du comité central du Parti Communiste Chinois, à Tchongking, l'une des bases du Kuomintang. De mai 1946 à mars 1947, il dirigea la délégation du Parti Communiste Chinois chargée de mener une négociation avec le Kuomintang.

Tchongking était la principale base de Tchong Kai-cheik pendant la guerre anti-japonaise. Pour mener son activité, Chou En-lai, et tout le Parti, devait échapper à la cohorte des agents secrets dont le Kuomintang avait encerclé les locaux du Parti. En cinq ans, de 1939 à 1943, le Kuomintang déclencha trois campagnes anti-communistes qui faillirent briser le front uni, et faire éclater à nouveau la guerre civile. En permanence, il menait des négociations avec le Kuomintang pour le contraindre à appliquer les accords «cesser la guerre civile et détourner les fusils contre les Japonais».

Une place importante dans le Parti était donnée par Chou En-lai, à l'étude de la ligne de front uni, il dirigea la critique et la liquidation de la ligne de droite qui disait «Tout par le front uni». Le journal du Parti «Xinhua Ribao» dénonçait vigoureusement les violations de la politique de front uni et les provocations de Tchong Kai-cheik, permettant de mobiliser les masses populaires dans la lutte pour imposer la front uni anti-japonais. En 1941, Tchong Kai-cheik attaqua la nouvelle quatrième armée, massacra des soldats, fit prisonnier un général. Il répandit la rumeur que la nouvelle quatrième armée avait trahi. Le «Xinhua Ribao» fut censuré du récit de la provocation. Les exemplaires saisis, les vendeurs arrêtés. Chou En-lai protesta auprès des autorités, exigea leur libération et la restitution des numéros saisis. A la tête du personnel du journal, il diffusa lui-même le journal de la ville. La tentative de Tchong avait été mise en échec, la réalité de la provocation fut ainsi connue dans toute la ville.

A Nankin, tout en menant avec fermeté les négociations, Chou En-lai contactait directement, des représentants des masses révolutionnaires, des journalistes des personnalités démocrates pour leur expliquer dans le détail la politique du Parti Communiste dénoncer les tentatives américano-réactionnaires d'étendre la guerre civile et ainsi élargir et consolider les liens du Parti avec les masses pour contribuer à la formation d'un front uni en isolant les réactionnaires de Tchong Kai-cheik.

Méprisant les menaces, les dangers - il reçut un jour une balle dans son courrier - Chou En-lai a créé l'une des conditions de la victoire en appliquant fermement la politique du Parti pour le front uni, et en organisant et en consolidant le Parti dans les bases même de l'ennemi afin de mobiliser les masses sur ses arrières. En-lai a constitué un exemple de dirigeant révolutionnaire prolétarien, par les succès remportés, dans les conditions les plus difficiles, par les organisations du Parti, placées sous sa direction.

(à suivre)

INTERNATIONAL

carnet de voyage d'un cheminot

L'ANGLETERRE DANS LA CRISE 7

Face à la hausse des prix au blocage des salaires

LES TRAVAILLEURS ANGLAIS S'INTERROGENT

J'ai remarqué partout chez les travailleurs anglais un grand intérêt pour la discussion politique, le besoin d'échanger des expériences. Cet état d'esprit montre que l'aggravation de la crise politique et économique en Angleterre accélère la prise de conscience de la classe ouvrière anglaise.

Quelle importance faut-il donner à cette opposition syndicale ? On l'a vu, le point de divergence entre «la droite» et «la gauche» du T.U.C. (mineurs, dockers, cheminots), c'est que «la droite» met en avant la nécessité du soutien à l'économie anglaise en modérant les revendications, pour que le parti travailliste reste au pouvoir le plus longtemps possible, alors que «la gauche» pense qu'il faut profiter de la présence du parti travailliste au pouvoir pour arracher des revendications. Les revendications sont d'ailleurs basées principalement sur l'obtention d'avantages

sociaux tels que retraites, conditions de travail, mais ne s'attaquent pas directement à la question des salaires pourtant d'importance vitale pour les travailleurs anglais, victimes de la hausse galopante des prix.

Ainsi, cette tendance de gauche ne pose pas le problème : qui gouverne, quels intérêts de classe sont représentés ?

Elle propose un changement de direction à la tête du T.U.C., mais elle ne dénonce pas l'organisation corporatiste de ces T.U.C. qui bloque l'action unie des travailleurs.

Les mineurs disposent d'atouts favorables pour passer à l'offensive. Le charbon en Angleterre a toujours son importance et l'augmentation des prix du pétrole en a accéléré la demande.

Sans doute, la pression des travailleurs accentuera les clivages et les discussions politiques dans le T.U.C.

LE LOGEMENT A LONDRES



A la différence de Paris et de sa banlieue, où les îlots d'habitations sont très concentrés (HLM, etc.), Londres étend sur une immense surface un grand puzzle de maisons particulières de un ou deux étages, toutes identiques. Construites en briques, mitoyennes les unes entre elles, les fenêtres bombées vers l'extérieur pour recevoir plus de lumière, avec un petit jardin derrière.

Une constatation s'impose : il y a moins de bruit dans les banlieues londonniennes que dans les banlieues parisiennes et la plupart des ménages logent dans des maisons particulières. Mais l'uniformité des rues et des maisons, que l'on retrouve aussi bien au Sud et au Nord qu'à l'Est et à l'Ouest, la tristesse des couleurs et l'éloignement de tout centre commercial

et de tout lieu de travail, rendent cette banlieue triste et peu accueillante pour les travailleurs qui y sont concentrés.

Les temps de transport sont souvent très longs. Le combiné métro-bus-train est souvent nécessaire. Le transport coûte très cher, le métro que l'on paye suivant la distance à parcourir, revient fréquemment à 40 ou 50 pence ou plus (4 F), le train également. De nombreux travailleurs anglais m'ont affirmé qu'ils mettaient une à deux heures et autour de 1 livre (8 F) par jour dans le transport. Les vélos et les vélomoteurs sont peu utilisés, du fait des distances à parcourir. Quant à la voiture particulière, il semble que beaucoup de ménages ouvriers n'en possèdent pas, ou n'en possèdent plus («Trop cher !», m'a-t-on dit). (à suivre)

Dominique Rochelet

PROCÈS DE CASABLANCA (MAROC)

LES ACCUSÉS REFUSENT DE SE PRESENTER AU PROCES

La reprise des audiences du procès de Casablanca, au début de cette semaine, se fait dans l'atmosphère imposée par le tribunal. Tous les accusés — sauf trois qui ont renoncé aux positions affirmées par les organisations auxquelles ils appartenaient — ont refusé de poursuivre leur participation au procès, comme l'expliquent les informations ci-dessous. Dans ces conditions, il se pourrait que le réquisitoire soit prononcé dès la fin de la semaine et le verdict prononcé la semaine prochaine.

Des incidents très violents se sont déroulés le mardi 18 janvier 1977 au procès de Casablanca où comparaissent, depuis près de trois semaines, 139 militants marxistes-léninistes.

Le président du tribunal avait décidé de renvoyer de l'audience, pour le mettre à la «cave» — c'est-à-dire entre les, mains de la police à un étage inférieur du palais de justice (1) —, un inculpé qui voulait s'expliquer sur les motivations des faits qui lui étaient reprochés.

Des murmures s'élevèrent alors et l'on entendit le mot de «mascarade». Quand le président demanda à l'auteur de ce mot de se faire connaître, tous les inculpés se levèrent aux cris de «fasciste, fasciste», puis entonnèrent l'hymne palestinien.

L'audience est alors suspendue, les inculpés emmenés.

Le président décide, avec l'accord de l'avocat général, d'entendre désormais les inculpés en les faisant pénétrer un à un dans la salle d'audience. L'avocat général marque son approbation en les injuriant.

Face à cette situation, les inculpés décident de refuser de répondre aux interrogatoires, estimant qu'ils ne peu-

vent plus s'exprimer librement, et demandent à leurs avocats d'adopter la même attitude. Ils annoncent qu'ils poursuivent la grève de la faim illimitée commencée la veille.

Dans le même temps, trente membres des familles des détenus sont arrêtés sans qu'on en sache la raison et se trouvent actuellement dans les locaux de la police.

L'audience de ce matin mercredi 19 janvier, s'est déroulée dans ce nouveau «climat». Les inculpés sont

présentés un à un, refusent de parler et sont remis entre les mains de leurs gardiens. Leurs avocats respectent leurs consignes et se taisent. (...)

Les Comités de Lutte Contre la Répression au Maroc

IRLANDE DU NORD

Répression sans précédent

Depuis plusieurs jours, s'abat sur la population des quartiers nationalistes une répression dont l'ampleur n'a été que très rarement atteinte, «c'est une répression sauvage, nous n'avons jamais vu cela !». Les arrestations sans motif se chiffrent par dizaines quotidiennement, les gens arrêtés sont battus dans les blindés et dans les casernes ; le soir, il devient quasiment impossible de sortir sous peine de devoir finir sa nuit au Q.G. des forces d'occupations. De plus, chose qui ne s'était pas produite depuis fort longtemps, les RUC — police composée exclusivement de «loyalistes» appartenant à la plupart du temps aux groupes paramilitaires fascistes —, se sont installés à la périphérie des quartiers nationalistes comme celui du Market, essayant de contrôler la population.

Dimanche, un jeune de vingt ans a été assassiné dans le sud de l'Ulster par les services secrets britanniques, les SAS plus communément appelés «Spécial Assassination Squad». Passer la frontière entre le nord et l'Etat «libre» devient hasardeux et très long, les gens sont détenus et fouillés durant plusieurs minutes, pouvant se transformer en heures. Dans les prisons anglaises, les patriotes ne sont pas épargnés. Ainsi, dernièrement, dans les prisons d'Albany, de Long Martin, etc, nombre d'entre eux ont dû être hospitalisés pour fractures diverses. Quand ils sortent de l'hôpital, c'est pour se retrouver condamnés à passer 60, 90 jours d'isolement total... Les unités de l'IRA Provisoire ont déjà commencé à demander des comptes à des gardiens trop zélés dans leur travail. Mais la manière qu'emploie l'impérialisme britannique pour «ré-

soudre le problème» à fait long feu, et ce n'est pas cette nouvelle vague de répression qui arrêtera les patriotes dans leur lutte. Le mouvement pour le rétablissement du statut politique supprimé le 1^{er} mars 1976, ne fait que se développer, ainsi que la résistance aux attaques des brits secondés par les fascistes «loyalistes».

Partout, la population prend en main la défense de ses quartiers. Divers comités d'entraides, dont le but par exemple peut être d'aider les familles ayant un parent interné dans le camp de concentration de Long-Kesh, se mettent en place.

Non, aucun de tous les moyens répressifs employés par l'impérialisme britannique ne pourra mettre à genoux tout un peuple luttant pour sa liberté !

Sébastien GWELTAZ

TCHÉCOSLOVAQUIE

Menaces de mort et brutalités policières

Jiri Pelikan, ancien président de la commission des affaires étrangères du parlement tchécoslovaque et membre du PCT jusqu'au mois d'août 1968, a fait part vendredi soir à la police italienne de sa crainte d'être enlevé par des «agents tchécoslovaques». Jiri Pelikan vit en exil à Rome où il dirige la revue «Listy» organe d'opposition tchécoslovaque. Il a indiqué à la police de cette ville que, selon une «information digne de foi», des «agents tchécoslovaques» seraient arrivés en Italie dans le but de le «contraindre par la violence à retourner à Prague», ou, s'ils n'y parviennent pas, «de le tuer». Ce n'est pas la première menace adressée à celui qui est considéré par les autorités tchécoslovaques comme «ennemi public numéro un». Il y a quelques mois, une lettre piégée — qui n'a pas explosé — lui avait été envoyée.

Selon CTK — agence de presse tchécoslovaque — les quatre opposants arrêtés au

début de la semaine dernière, c'est à dire : Otto Ernest, Vaclav Havel, Jiri Lederer déjà condamné en 72 à deux ans et demi de prison ferme, et Frahtisek Plavlicek ; sont accusés «d'activités criminelles sérieuses contre les fondements de la république». Il leur est reproché, d'avoir entretenu des relations avec des forces ennemies étrangères et les centres d'émigrés.

HUSAK CONTRAINT DE PARLER DE LA CHARTE

Vendredi, en recevant une délégation du parti socialiste, G. Husak secrétaire général du PCT a accusé les «forces réactionnaires des pays capitalistes» de déclencher une «campagne hystérique anti-communiste pour diffamer le socialisme». Pour la première fois il a évoqué la «Charte 77», et a déclaré que «même si 200 ou 300 personnes signent un pamphlet contre la Tchécoslovaquie socialiste, cela n'af-

fectera pas la situation chez nous...». A. Indra, président de l'assemblée fédérale à, le même jour, attaqué les signataires, en termes similaires à ceux de Husak.

LA FEMME DE KOHOUT BLESSÉE AU COURS D'UN INTERROGATOIRE

La pression sur les signataires de la charte ne diminue pas au contraire. Le dramaturge Pavel Kohout a déclaré vendredi que la police a confisqué sa carte d'identité, son permis de conduire et la carte grise de sa voiture, et que sa femme Jelena, a été blessée lors d'un interrogatoire. Jiri Hájek a avoué que durant les deux dernières semaines, il a été interrogé presque tous les jours par la police. Certains interrogatoires ont duré jusqu'à 12 heures.

Le phénomène de boule de neige qui s'opère actuellement — augmentation du nombre des signataires qui est passé de 242 à plus de 300, circulation de copies de

la charte sous le manteau — est lié au fait que face à la répression, les opposants ne remettent pas en cause la nature du régime, mais réclament simplement : «L'application des accords signés par la Tchécoslovaquie ; la mise en œuvre des droits garantis par la constitution».

POLOGNE :

DEUX MEMBRES DU «COMITÉ DE DÉFENSE DES OUVRIERS» CONDAMNÉS :

L'écrivain Jerzy Andrzejewski et l'actrice Halina Mikolajski, ont été condamnés vendredi, chacun à une amende de 5 000 Zlotis (mille francs) par le «tribunal populaire» de Varsovie-centre. Ils étaient accusés d'avoir organisé une «collecte illégale» au profit des familles ouvrières, à la suite des licenciements survenus après la révolte des ouvriers polonais en juin dernier.

Jan Rolde

La lutte contre l'amiante à l'école de la Savine (Marseille)

DEFFERRE FORCÉ À DÉBLOQUER 100 MILLIONS

première victoire des parents d'élèves

De notre correspondant Robert RIVIÈRE

Les parents d'élèves de La Savine à Marseille ont obtenu une première et importante victoire contre l'amiante. N'acceptant pas les demi-mesures qui avaient été prises, ils ont maintenu leurs exigences : le droit à la santé pour leurs enfants et le personnel de l'école. L'écho de leur action, l'accueil positif que leur ont réservé de nombreux travailleurs, exposés également à l'amiante, les termes dans lesquels ils ont posé le problème (par rapport à toutes les écoles de Marseille et non pas simplement à la

leur) ont fini par faire reculer la municipalité de Defferre. Face à eux ils ont trouvé l'Éducation Nationale, la mairie PS. Le P«C»F qui a voulu à tout prix préserver son unité électorale, a tout fait pour freiner la lutte au nom d'arguments réactionnaires du genre : «Il ne faut pas créer une psychose de l'amiante !»

La conjoncture municipale explique sans nul doute cette victoire, bien qu'encore incomplète. L'action menée par les parents de La Savine, montre que lutter et gagner aujourd'hui, c'est possible.



Vendredi 7 janvier, une quinzaine de parents, certains avec leurs enfants, sont allés à l'académie pour demander : que les maternelles polluées par l'amiante soient fermées, qu'en attendant leur réouverture les enfants soient placés dans les classes inoccupées de l'école primaire. Millau, conseiller général du PCF, était là. Depuis trois mois que la lutte a commencé, un journaliste du «Provençal» de Defferre est sur place. Une délégation restreinte est reçue par un adjoint, tandis que les autres parents restent devant la porte.

c'est justement pour ça que l'on est là ! nous resterons devant la porte tant que nous n'aurons pas le résultat». Devant autant de détermination et de colère, l'inspection d'académie, fait des promesses : «Je n'étais absolument pas au courant, c'est inadmissible. Considérez que l'éducation nationale a été et sera toujours votre alliée». Ce n'est pas ce que les parents ont constaté. «Lundi, une inspectrice viendra à l'école avec tout le pouvoir pour répartir les enfants dans les classes inoccupées du primaire en attendant les résultats du

Les parents dénoncent alors les conditions scandaleuses dans lesquelles se sont fait les travaux durant les vacances de Noël. Chaque jour, les femmes de ménages et les enseignantes ramassent de la poussière qu'elles mettent dans des boîtes datées pour les faire

analyser. Les parents présentent alors à l'inspectrice les normes de sécurité à respecter. Elle feuillette, mais ne lit même pas. Il y est bien spécifié que l'on ne doit pas pénétrer dans des locaux pollués à l'amiante sans avoir d'abord vérifié le taux de pollution.

POUR LE PCF : «IL NE FAUT PAS CRÉER UNE PSYCHOSE DE L'AMIANTE»

Un représentant du PCF ayant pourtant un gosse dans l'école et qui est connu sur la cité, n'hésitera pas à dire devant l'inspectrice, juste au moment où on essaye de la convaincre, «il ne faut pas créer une psychose de l'amiante. Le nettoyage a été fait, la mairie a fait le nécessaire pour la sécurité. D'ailleurs, ce n'était que du plâtre !». Cette prise de position va le discréditer devant les personnes présentes ; y compris devant certains membres du PCF. Par la suite, il ne cessera d'essayer de démoraliser ceux qui veulent aller jusqu'au bout : «Allez-y doucement, vous avez pas mal de parents à dos» au lieu de faire tout pour les associer encore plus à la lutte. Pour les institutrices : «Il n'est pas question de retourner dans nos classes tant que l'air est pollué. Nous n'y ferons pas entrer les enfants». Toute la matinée les enfants seront gardés dans la cour : «C'est ce que nous aurions dû faire depuis le début !» dit l'une des institutrices.

CRÉER UN LARGE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ, C'EST DÉJÀ POSSIBLE !

Un père ouvrier à la réparation navale à Marseille, pose le problème : «Pourquoi les institutrices ne font-elles pas grève ?». «On ne peut pas, nous ne sommes pas assez ; ça va nous retomber dessus pour aban-

LA COLÈRE DES PARENTS

«Tant que le prélèvement d'air n'est pas fait, on ne peut pas mettre les gosses là dedans. Ça ne peut durer,

il faut attendre trois semaines, on ne peut pas les garder à la maison». «Tout ça c'est à cause du fric, on

se fiche de nos gosses», «Pour l'inspectrice, il suffit de tout aérer, mais pour les enfants ça ne risque rien». Chacun exprime sa révolte devant le mépris que les grands stratèges des dessous de table électoraux montrent pour la santé et la vie des enfants et des travailleurs. Les propositions d'action et les responsabilités se font de plus en plus précises : «Il faut agir, retourner à l'inspection en masse avec tous nos gosses !», «Ils se jettent la pierre de l'un à l'autre. Un

coup c'est là mairie, un coup c'est l'éducation nationale, personne ne veut avoir tort, et c'est nous qui trinquons !». «Tout ça à cause des élections, personne ne veut être responsable» explique l'un d'eux. «Les élections on n'en a rien à faire», et en s'adressant au membre du PC discrédité : «vous voulez blanchir la mairie à tout prix, à cause des élections, comme le «Provençal». Un jour vous nous soutenez, et un jour non !» Pas de réponse.

LA LUTTE CONTRE LE DÉFAITISME PAYÉ

«De toute façon maintenant nos gosses ont respiré de l'amiante, alors on va arrêter maintenant ? alors ce n'était pas la peine de se démener comme cela pendant trois mois avec les gosses et tout ce que l'on a à faire à la maison, si c'est pour arrêter !». Les médecins de la localité répandent aussi que l'amiante ce n'est pas dangereux !

LA VOIE DE LA LUTTE L'EMPORTE

Pour répondre à tous ces mensonges, les parents ont décidé d'informer tous les autres parents en organisant un porte à porte avec un tract. L'accueil est très favorable, les parents sont prêts à continuer la lutte mais, très nombreux. Devant cette fermeté, l'inspectrice téléphone : elle a «réfléchi» et va tout faire pour que les enfants soient accueillis ailleurs en attendant. «C'est la mairie qui nous a mal informé !».

L'association des parents d'élèves est intervenue au-

près de la mairie, qui a l'air de vouloir régler l'affaire au plus vite en voyant que les parents ne céderaient pas. Tout cela est fait pour que la lutte ne s'étende pas aux 80 autres écoles de Marseille qui sont dans le même cas. D'ailleurs, le premier conseil municipal de l'année a voté un crédit de plus de cent millions d'anciens francs pour effectuer les travaux nécessaires contre l'amiante. C'est une victoire, encore faut-il en surveiller l'application ! L'approche des élections n'y est sans doute pas étrangère.



Le problème est posé par rapport à toutes les écoles de Marseille, et non pas seulement pour la Savine.

«Ne restez pas devant la porte, car les gosses font du bruit et cela nous empêche de travailler» vient leur dire le secrétaire. La réponse ne se fait pas attendre : «nous aussi on aimerait bien que nos gosses soient à l'école,

prélèvement d'air», promet l'adjoint. C'est alors que le journaliste du «Provençal» a cru bon de dire : «la mairie n'est pas responsable, tous les travaux ont été fait dans les normes». On a vu ce qu'il en était.

RIEN NE VA PLUS...

Lundi 10, l'inspectrice pénètre dans les locaux pollués. Une vingtaine de parents, les femmes de ménages, les institutrices et une délégation du SNI syndicat national des instituteurs, sont présents. «Ouvrez moi ces fenêtres, l'air est irrespirable», avoue-t-elle. Pour-

ant, pendant les travaux, c'était bien pire. Cela ne l'empêchera pas de conclure «la mairie affirme que les travaux ont été fait en respectant les normes de sécurité, donc moi, je déclare que l'école est ouverte et que l'on peut y faire entrer les enfants» !!!

Les femmes de ménage témoignent

Le jour de la rentrée, nous avons balayé les débris d'amiante du plafond et d'autres poussières du chantier. Nous avons tout mis dans un carton, on peut l'analyser». L'inspectrice ne veut rien entendre. Pour elle l'école est ouverte : «Aérez les locaux, je ne vois rien d'autre que la poussière actuelle à tous les chantiers. D'ailleurs on a examiné la pollution dans différentes écoles maternelles à Marseille, toutes sont polluées». Ceci est un aveu de taille ! «Elle mériterait qu'on la fasse balayer à notre place, comme ça elle verrait ce que c'est».

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

6^e épisode

Le bourgeois est vert ; dans sa main, le quarante-cinq fait vibrer le ventre de Ferdinand.

— Allez ! dit l'ouvrier. La comédie est terminée, la tragédie commence.

Il parle avec un accent espagnol et roule les r.

— En avant, marche ! dit le paysan. Il suit à reculons ses camarades, surveillant la foule, revolver en main.

— Je la mettrai à la poste, la carte de ton Ferdinand, dit-il en passant près de la mère, et il fourre le chromo dans sa poche.

— Et toi, le chauffeur, ne pars pas pour Voiron avant une heure, sans ça ton compte est bon.

Le chauffeur fait « oui » de la tête. Le paysan va rejoindre ses amis ; ils disparaissent au bout de la route dans la poussière.

Ferdinand a compris ; il ne dit rien. Arrivé près d'un bois, il se met à courir. Au moment où il va sauter dans le fourré, trois coups de feu claquent ; frappé de deux balles à la tête, Ferdinand tombe, les jambes écartées. Seul, le bourgeois l'a manqué ; sa main tremble, sa voix aussi :

— Terro ! Tout ce qu'il a dans les poches !

Ferdinand est dépouillé, jeté à l'ombre d'un buisson. Les trois hommes courent ; de chasseurs, ils sont devenus gibier. Ils retrouvent la Peugeot dans les bois. Le bourgeois se met au volant. Gonflé à l'alcool, le moteur vibre. La guimbarde file vers le plateau du Vercors.

Réveillé, Etienne roula de derrière un buisson qui l'abritait du soleil ; sa bicyclette l'attendait, les roues en l'air. Il plongea son regard voilé de sommeil dans la vallée : la route descendait en lacets vers Chamaloc à peine visible. A gauche, plus haut, le tunnel du Rousset s'ouvrait comme une cave, de part et d'autre encadré de falaises derrière lesquelles le soleil disparaîtrait bientôt.

Etienne se souvint que son pneu arrière avait crevé. Il s'était coulé derrière un buisson, attendant que sa rustine sèche ; là, il s'était endormi ; combien de temps ? D'après le soleil, il devait être au moins sept heures. Etienne replaça la chambre à air sur la jante, serra les papillons de la roue et redressa le vélo. Après avoir jeté un dernier regard vers le sud, il enfourcha la bicyclette et s'enfonça dans le tunnel. Il lui fallut plusieurs minutes pour le traverser ; le froid le saisit, l'obligeant à lâcher son guidon et à se claquer le dos des deux mains pour ne plus grelotter. A la sortie, il s'arrêta, attendant que ses yeux se réhabituent à la lumière.

Devant lui, se dressaient les murs vides de plusieurs maisons brûlées ; sur le flanc des montagnes, de l'herbe, des sapins et des hêtres : le corps du plateau, vert clair comme le hêtre, vert sombre comme le sapin, roulait rapidement jusqu'à la vallée de la Vernaison, coupé ici et là par des ceintures de falaises. Sous le ciel bleu, le Vercors sentait bon l'herbe mouillée. La brise venait sécher doucement sur le dos d'Etienne la sueur glacée par le tunnel.

A partir du col, la route descendait. Etienne sourit d'aise et dévala d'un élan jusqu'à Rousset sans donner un coup de pédale. Dans ce village aussi, plusieurs maisons avaient brûlé. Etienne y trouva de l'eau et mangea un morceau de pain emporté de Chamaloc.

Saint-Agnan, quatre kilomètres — Saint-Agnan, trois kilomètres. La route plate suivait la Vernaison, un torrent qui prend des airs de ruisseau sur la pente douce de la vallée. Etienne ralentit l'allure. Il approchait du but et pédalait de moins en moins vite, cherchant à déceler la fatigue de chaque muscle. Ce matin et jusqu'au col du Rousset, toute nouvelle crampe l'effrayait, tant il craignait de ne pas parvenir au terme de son voyage avant la nuit. Maintenant, au contraire, il s'exagérait la lassitude de ses mollets pour mieux attendrir la famille à son arrivée et, s'il ralentissait, c'était pour jouir plus longtemps de l'espoir de cette arrivée prochaine. Cherchant des yeux le clocher de Saint-Agnan, il calculait qu'il coucherait sûrement à la maison ; même si la chaîne de son vélo cassait, il pourrait finir la route à pied.

A Saint-Agnan, il prit à droite. Il changea d'humeur et fonça dans une courte descente. Des nuages noirs venaient du sud ; Etienne leur fit la course, croyant pouvoir les battre aisément ; les épaules penchées sur le guidon, il jetait des coups d'œil vers les masses sombres qui frôlaient les montagnes et glissaient sur la vallée comme un couvercle. Etienne passait Chabottes, les nuages gagnaient Saint-Agnan, flottant bas, s'effilochant à la pointe des sapins bientôt submergés.

(à suivre)

MÈRE COURAGE

de Bertold Brecht

La fable

I - 1624 : Mère Courage rejoint les troupes suédoises. La vente d'un ceinturon lui coûte un fils.

II - 1626 : En Pologne, Mère Courage retrouve son fils audacieux et en profite pour vendre avantageusement un chapon.

III - 1629 : Mère Courage passe du camp luthérien au camp catholique ; elle réussit à sauver sa fille et sa carriole, mais perd son fils honnête.

IV - Pour instruire un jeune soldat, Mère Courage chante le chant de la grande capitulation et s'instruit elle-même.

V - 1631 : La victoire de Tilly à Magdebourg coûte quatre chemises d'officier à Mère Courage.

VI - 1632 : Mère Courage spéculé sur la durée de la guerre ; sa fille est défigurée par des lansquenets ; Mère Courage maudit la guerre.

VII - Mère Courage, au faite de sa carrière commerciale, chante les louanges de la guerre.

VIII - 1632 : La paix menace de ruiner le commerce de Mère Courage et tue son fils audacieux.

IX - 1634 : Les affaires vont mal, il ne reste plus qu'à mendier. Par pitié pour sa fille, Mère Courage reste dans la guerre.

X - Mère Courage et sa fille entendent le chant du foyer.

XI - Catherine-la-muette meurt pour la ville de Halle.

XII - Mère Courage reprend seule le chemin de la guerre.

«Mère Courage et ses enfants» a été créé au Schauspielhaus de Zurich le 19 avril 1941, dans une mise en scène de Léopold Lindtberg, des décors de Teo Otto, avec une musique de Paul Burkhardt ; Thérèse Giehse y jouait le rôle de Mère Courage.

La guerre de trente ans

La guerre de Trente Ans (1618-1648), a été longtemps considérée, mais trop étroitement, comme une guerre d'Allemagne sur laquelle s'est greffée, à partir de 1635, une nouvelle phase de la lutte traditionnelle entre l'Espagne et la France. Commencée en Bohême par la déferestation de Prague (23 mai 1618), et terminée par la signature des traités de Westphalie, à Münster et à Osnabrück, le 24 octobre 1648, elle s'est déroulée sur le territoire du Saint Empire. A partir de l'intervention du roi de Suède, Gustave II Adolphe, des armées étrangères ont pénétré en Allemagne et pris part à la lutte. Les faits de guerre ont laissé des ruines tragiques, moins les batailles que les pillages, les incendies du plat pays, la propagande des épidémies, entraînant des pertes de vies humaines et des dévastations matérielles. Le conflit était né de l'opposition entre protestants et catholiques dans l'Empire, il s'est élargi à la mesure européenne, dans un affrontement entre les maisons d'Autriche et de France, la première cherchant à asseoir sa prépondérance en Europe, la seconde défendant sa propre liberté et prenant dans sa clientèle les petits

Etats d'Allemagne et d'Italie.

La paix a consacré un nouvel ordre dans le Saint Empire ; ordre politique où l'empereur ne pouvait plus prétendre à la souveraineté absolue, ordre religieux, par la reconnaissance des trois confessions chrétiennes, catholique, luthérienne, calviniste. L'historiographie contemporaine prend une vue encore plus large de l'événement ; la guerre de Trente Ans, par sa durée, son intensité, ses résultats, représente la période la plus aiguë d'une large crise qui la débordait : crise idéologique de la chrétienté qui avait suscité deux formes rivales, celle du « pur Évangile », celle du Concile de Trente ; crise économique avec la montée des prix au XVI^e siècle, les transformations des marchés, les problèmes monétaires, le déclin relatif de la Méditerranée au profit des routes atlantiques ; crise politique et sociale, avec la constitution en Europe d'Etats monarchiques de plus en plus centralisés (France, Espagne), et l'apparition de nouvelles sociétés (la bourgeoisie marchande des Provinces-Unies).

Texte tiré de «Encyclopédie»

Le modèle

«Notre création de *Mère Courage*» a un précédent impressionnant : le spectacle de Berliner Ensemble, peut-être la mise en scène la plus significative et la plus aboutie de Brecht. De cette représentation exemplaire il reste de nombreux documents : notes de travail, photos, études, critiques, enregistrements, films. Nous avons donc décidé de partir de ce matériau que nous considérons comme faisant partie intégrante du texte de Brecht. Lorsqu'on met en place un spectacle, il faut bien commencer par quelque chose ! Autant commencer par l'étude de pro-

positions mûrement réfléchies et expérimentées ! Nous sommes donc partis des propositions, conseils et aussi errements du Berliner Ensemble.

Le théâtre de Carouge
Atelier de Genève

«Les personnes qui s'apprêtent à imiter un modèle sont différentes de celles qui l'ont inventé : le modèle ne serait pas né sans elles. Tous ceux qui méritent le titre d'artistes sont uniques. Ils ne peuvent ni imiter ni être imités complètement. Aussi n'est-il pas tellement important que les artistes imitent l'art, mais bien plutôt la vie. Se servir de modèles est un art spécifique ; il y a tant et tant à apprendre de cette démarche. Ni viser à égaler le modèle, ni l'abandonner le plus tôt possible n'est forcément juste. En consultant les modèles, les commentaires des répétitions, les descriptions des travaux d'acteur, les séries de photos, en étudiant les solutions apportées aux problèmes que pose la pièce, l'on devrait prendre conscience surtout des problèmes. Le modèle utilisé comme moyen de facilité n'est pas facile à utiliser. Il n'est pas fait pour épargner la réflexion, mais pour la susciter, pas pour supprimer la création artistique, mais pour la stimuler. La fantaisie est nécessaire non seulement pour transformer le modèle mais aussi pour le suivre».

(Brecht
dans «Theaterarbeit»,
p. 305)AUTHÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT A PARIS
Par le théâtre de Carouge atelier de Genève
Jusqu'au 3 février

Programme télé

MARDI 25 JANVIER

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Des magiciens
21 h 20 - Le centre Georges Pompidou
22 h 10 - Pleine page
23 h 35 - TF 1 actualités

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tirelire

20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : *Les problèmes viticoles en France*,
23 h 30 - Journal de l'A 2

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - L'appel de la forêt
22 h 10 - FR 3 actualités

EN PARCOURANT L'AMERIQUE DE CARTER

REPORTAGE PHOTO D'UN LECTEUR



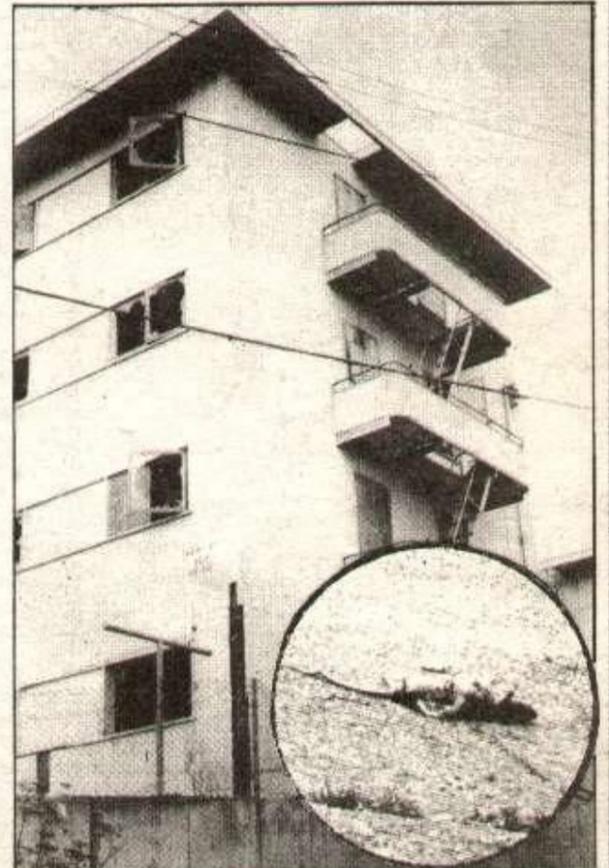
New York. Harlem, angle de la 124^e rue et de la 8^e avenue. Des immeubles en délabrement accéléré, des publicités «noires» en la circonstance, des hommes et des femmes qui n'ont pas de travail.



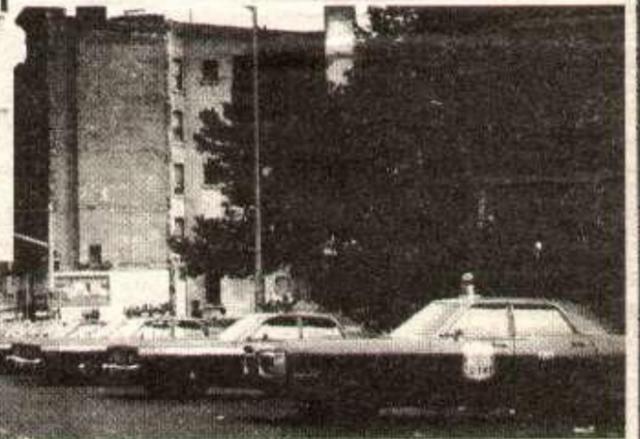
San Francisco. Ces immeubles délabrés (autrefois riches) devaient être rasés par la «Bay View», importante banque californienne. La lutte des familles qui y habitent, le large soutien qu'elle a rencontrée, a obligé la Bay View à abandonner son projet, et même à restaurer les logements.



New York. En plein Harlem, une dizaine de voitures de police, prêtes à intervenir.



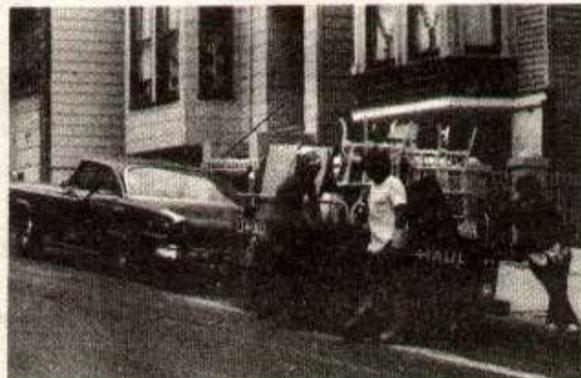
San Francisco. Cet immeuble où il ne reste aucune vitre est habité par des familles ouvrières noires, par des chômeurs. Le matin, les rats font la loi.



San Francisco. Tout la fortune de cette famille qui déménage est dans cette charrette.



San Francisco. Dans une cave, les jeunes du ghetto ont monté leur «club».



San Francisco. Un ghetto noir.



New York. Dans une partie populaire du Sud de Manhattan, une immense fresque célèbre la lutte de libération du peuple des Porto-ricains, dont l'émigration forme une importante minorité aux États-Unis mêmes. On y lit «Vive Porto-Rico libre»